

**1920** **14** CENTENAIRE

---

---

**DOCUMENT DE BASE DE CHERCHEUSES  
ET DE CHERCHEURS AUTRICHIENS**

---

INITIE PAR :

BUNDESKANZLERAMT  ÖSTERREICH  Bundesministerium für europäische  
und internationale Angelegenheiten

**bm:uk** Bundesministerium für  
Unterricht, Kunst und Kultur

**BM.W.F**<sup>a</sup>  
Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung

**BM.I**  REPUBLIK ÖSTERREICH  
BUNDESMINISTERIUM FÜR INNERES



ISBN 978-3-9503655-3-5



**DOCUMENT DE BASE DE CHERCHEUSES ET DE CHERCHEURS  
AUTRICHIENS À L'OCCASION DE LA COMMÉMORATION DU  
DÉCLENCHEMENT DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE IL Y A 100 ANS**

---

CHRISTA HÄMMERLE, GABRIELLA HAUCH,  
STEFAN KARNER, HELMUT KONRAD,  
WOLFGANG MADERTHANER, VERENA MORITZ,  
ANTON PELINKA, OLIVER RATHKOLB,  
MANFRIED RAUCHENSTEINER, HEIDEMARIE UHL

---

## Table des matières

L'Autriche-Hongrie et la Première Guerre mondiale. Un tour d'horizon.....	6
Sur la responsabilité pour la guerre .....	9
La démocratie, la guerre et la paix. Observations sur les conditions cadre de la Première Guerre mondiale .....	11
L'effet libérateur de l'acte courageux » : Le côté « sombre » de la Modernité viennoise vers 1914 .....	13
Militarisation sociale .....	15
La guerre et les médias .....	17
Le vécu sur le front.....	19
La guerre et ses conséquences humanitaires .....	21
Histoire des femmes et du genre dans la Première Guerre mondiale .....	23
Conséquences de la Première Guerre mondiale.....	25
Séquelles du « vécu sur le front » de la Première Guerre mondiale sur le développement de l'Autriche dans l'entre-deux-guerres .....	27
La Première Guerre mondiale dans la mémoire de l'Autriche et de l'Europe (centrale) – Traditions de mémoire dans la perspective (trans)nationale .....	29
Bibliographie .....	32
Annexe.....	34

## **Exposé des motifs et introduction**

L'année 2014 marque le centenaire du début de la Première Guerre mondiale. A l'initiative du Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales, la Chancellerie fédérale et cinq ministères (Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales, Ministère fédéral de l'Intérieur, Ministère fédéral de la Défense nationale et du Sport, Ministère fédéral de l'Education, de l'Art et de la Culture, Ministère fédéral des Sciences et de la Recherche) ont chargé des chercheuses et chercheurs autrichiens de renom d'élaborer le présent Document de base pour fournir aux responsables politiques, aux représentant(e)s de l'Autriche dans les Ambassades à l'étranger ainsi qu'aux représentant(e)s des différents Ministères une source d'information concise sur les thèmes essentiels qui préoccupent la recherche récente dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'un travail dans l'optique autrichienne et dans la perspective européenne incorporé dans le contexte historique général.

Les Ministères mentionnés sont reconnaissants aux chercheuses et chercheurs qui se sont acquittés de cette tâche, en particulier au comité de rédaction du groupe, Manfred Rauchensteiner, Helmut Konrad et Verena Moritz.

## **L'Autriche-Hongrie et la Première Guerre mondiale. Un tour d'horizon**

- Manfred Rauchensteiner -

Le déchaînement de la guerre fut un processus auquel on s'attendait jusqu'à un certain point. L'Autriche-Hongrie fut certes identifiée plus tard à juste titre comme étant l'Empire ayant, par l'ultimatum à la Serbie du 23 juillet 1914 et par la déclaration de guerre du 28 juillet, contribué de façon tout à fait décisive à ce déchaînement, mais ceci n'expliquait pas les réactions de l'Entente (l'Angleterre et la France) ainsi que de la Russie, de même que celles de l'Allemagne, alliée de l'Autriche-Hongrie depuis 1879. Dans la question de la responsabilité pour la guerre et des causes de la guerre, on s'aventure toutefois tout aussi rapidement sur le terrain de l'histoire contrefactuelle que dans la question des raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de paix de conciliation et de cessation des hostilités à un moment X.

Chaque Etat entré en guerre poursuivait des intérêts bien déterminés. L'Autriche-Hongrie voulait avec une victoire contre la Serbie parer au danger que la Serbie ne continuât à poursuivre ses objectifs yougoslaves et ne déstabilisât l'Empire habsbourgeois. Avec la guerre contre la Serbie, elle prit toutefois en toute connaissance de cause son parti de l'intervention de la Russie, qui, dès avant l'été 1914, avait porté ses effectifs militaires dans ses districts militaires de l'Est au niveau de guerre. Dès cette phase précoce de la guerre, la dissolution d'Etats tout entiers fut mise en jeu : l'Autriche-Hongrie réfléchissait à la répartition de la Serbie sur d'autres Etats des Balkans (Roumanie, Bulgarie, Grèce) et la Russie proclama comme but de guerre la dissolution de l'Empire habsbourgeois. Ce faisant, tous les belligérants misaient sur les alliances existantes. Or la Triple-Entente put faire entrer en action l'intégralité de son alliance, tandis que la Triple Alliance (l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, à partir de novembre 1914 l'Empire ottoman et à partir de septembre 1915 la Bulgarie) ne réussit pas à animer ses alliés Italie et Roumanie à entrer en guerre.

Le déchaînement de la guerre fut un processus dans lequel l'empereur François-Joseph joua un rôle décisif et usa aussi de son pouvoir extraconstitutionnel. L'Empereur voulait la guerre et éluda jusqu'à sa mort tout débat sur un armistice ou sur une paix séparée. Même les lourdes défaites militaires de l'Empire habsbourgeois contre la Serbie et la Russie et l'occupation d'une grande partie de la Galicie en 1914 ne changèrent rien à sa détermination de poursuivre la guerre. A partir de l'hiver 1914/15, ceci n'était toutefois plus possible qu'avec l'aide de l'Allemagne. Le rapport austro-allemand devint un des facteurs tout à fait décisifs pour le déroulement de la guerre. L'aide militaire massive de l'Allemagne permit d'engager la reconquête de la Galicie et de priver pour un an la Russie de sa capacité offensive. Avec l'aide de l'Allemagne, il fut aussi possible en 1915 de vaincre la Serbie. La présence de troupes allemandes en Pologne permit enfin à l'armée impériale et royale de mener dans le sud-ouest la guerre déclarée le 23 mai 1915 par l'Italie et de laisser l'issue sur ce théâtre de guerre en suspens jusqu'en 1917/18.

En septembre 1916, un décalage définitif des pondérations, qui n'attira guère suffisamment d'attention, se produisit au sein de l'alliance des Empires centraux. Après le succès inattendu d'une offensive des Russes, l'Autriche-Hongrie, une fois de plus, n'était plus capable de combattre, et reçut de nouveau une aide tellement massive de l'Allemagne que le front Est

austro-hongrois ne s'effondra pas. L'Allemagne exigea toutefois par la suite de la Monarchie habsbourgeoise une renonciation de souveraineté très poussée. En raison des dispositions alors convenues du « Commandement suprême commun de la guerre », le pouvoir de commandement exclusif relevait en dernière instance de l'Empereur allemand, dont l'influence devait s'étendre à tous les fronts sur lesquels étaient déployées des troupes royales et impériales. De même, seul l'Empereur allemand avait en fin de compte le pouvoir de décider de la poursuite ou de la cessation de la guerre. L'empereur François-Joseph donna son accord.

Après la mort de François-Joseph, l'empereur Charles essaya en vain de mettre fin à la prédominance allemande. Etant donné toutefois que l'Autriche-Hongrie dépendait sans cesse de l'aide allemande, ceci aussi bien au niveau militaire que politique et économique et surtout dans le secteur alimentaire, il n'aurait été possible de faire cesser la suprématie allemande que si on s'était résolu à une rupture de l'alliance. L'empereur Charles ne parvint pas à s'y résoudre. A ceci s'ajoutait qu'en 1917 de grands succès militaires et la sortie de la Russie du conflit faisaient paraître toute proche une paix victorieuse pour l'Allemagne et de ce fait pour l'Autriche-Hongrie.

Les réactions des peuples de l'Empire habsbourgeois à la guerre divergeaient considérablement. Même si l'enthousiasme pour la guerre différait et était le plus fort dans les régions germanophones de l'Empire habsbourgeois ainsi qu'en Hongrie, on pouvait observer en 1914 une unanimité notable. Mais il commença à s'atténuer dès l'automne 1914, surtout dans les parties tchèques et ruthènes de l'Empire. On tenta d'y parer par des mesures de répression, l'abolition de droits civiques, des évacuations et des internements. Les exécutions dans les zones proches du front se chiffraient par milliers. L'instauration de la loi martiale en Bohême exigée par le commandement suprême de l'armée impériale et royale n'eut toutefois pas lieu. Le rejet partiel de la guerre se manifesta néanmoins par une perte croissante d'identité et par un mouvement de désertion accru, surtout en hiver et au printemps 1915. Les désertions massives, qu'on considérait en premier lieu comme phénomène austro-hongrois, eurent toutefois exclusivement lieu sur le théâtre de guerre russe et temporairement aussi serbe. Le nombre de prisonniers de guerre austro-hongrois principalement en Russie atteignit jusqu'à fin 1917 env. deux millions. On n'observa toutefois pas de différence dans le comportement des soldats de toutes les parties de l'Empire à l'égard de l'Italie. Ceci ne devait changer qu'en 1918. Jusque-là, l'armée impériale et royale avait mobilisé plus de huit millions d'hommes. Plus de 30.000 femmes firent aussi partie de l'ensemble de la force armée de l'Autriche-Hongrie.

Après la reconvoction du Conseil de l'Empire en Autriche fin mai 1917, voulue par l'empereur Charles, le refus de la guerre et la résistance contre l'alliance étroite avec l'Allemagne se concentrèrent désormais sur la Chambre des députés. Des phénomènes de dissolution s'y manifestèrent dès 1917, promus et fomentés par des groupes d'émigrés. Il serait pourtant faux d'inventer pour l'Autriche-Hongrie une sorte de légende du poignard dans les dos de l'armée combattante. Le front et l'arrière avaient chacun aussi bien leurs propres développements que leurs propres perceptions et vécurent des processus de désagrégation synchrones. Malgré la victoire remportée fin 1917 par les troupes austro-hongroises et allemandes en Italie (12<sup>e</sup> bataille de l'Isonzo), on ne s'était nullement rapproché d'une paix victorieuse. Environ la moitié de l'armée impériale et royale comptant encore en 1918 plus de quatre millions de soldats servait à l'intérieur de l'Empire à couvrir les besoins de main d'œuvre, à dépister des déserteurs et surtout à réprimer des troubles. La famine qui avait éclaté en automne 1916 ne put plus être endiguée malgré des fournitures d'Ukraine et de Roumanie. Les Alliés, auxquels les Etats-Unis s'étaient joints après la déclaration de guerre de l'Amérique contre l'Autriche-Hongrie le 7 décembre 1917,

proclamèrent de plus en plus fréquemment la dissolution de l'Autriche-Hongrie comme but essentiel de la guerre. Au niveau militaire, il n'était plus possible d'y parer. La dernière offensive austro-hongroise sur le front sud-ouest en Italie en juin 1918 échoua au bout de deux jours. C'est à partir de là que commença l'écroulement de l'Empire. L'Autriche-Hongrie avait perdu sa capacité de se défendre. Il n'y avait plus de perspective commune. L'identité de l'ensemble de l'Empire se fragmenta. L'empereur Charles en tint compte dans son « Manifeste à ses peuples autrichiens » du 16 octobre 1918, dans lequel il ouvrit aux peuples de son Empire la voie de la liberté. L'offensive des Alliés en Italie qui commença le 24 octobre 1918 ne rencontra plus d'organisme militaire intact, ce dont l'armistice conclu le 3 novembre à la Villa Giusti près de Padoue fut une expression éloquent, puisque l'armée impériale et royale cessa les hostilités avant-même que l'armistice ne fût entré en vigueur. Entre-temps, les Etats successeurs de l'Empire habsbourgeois, vainqueurs et vaincus, avaient déjà déclaré leur indépendance.



## Sur la responsabilité pour la guerre

- Helmut Konrad -

La question de la responsabilité pour la guerre a au moins deux dimensions. Elle porte premièrement sur la question du déchaînement de la guerre et de la répartition de la responsabilité pour cet événement sur les parties au conflit et les personnes ayant déterminé la politique. Ceci est depuis la controverse Fritz Fischer il y a un demi-siècle un domaine traité de façon différenciée du moins en Allemagne. En Autriche, l'avis de Conrad von Hötendorf occupe une place centrale. La part habsbourgeoise au déclenchement des hostilités proprement dites est évidente. Elle n'est néanmoins qu'un élément d'un amalgame d'intérêts, d'alliances, d'attentes et d'angoisses qui marquaient la politique de l'époque.

La « responsabilité pour la guerre » est deuxièmement un terme qui n'a acquis qu'en rétrospective sa lourde signification historique. La notion de responsabilité pour la guerre apparaît historiquement pour la première fois dans le langage courant officiel dans l'article 231 du Traité de Versailles. L'Allemagne et ses alliés, dont en premier lieu l'Autriche-Hongrie, se seraient « rendus coupables d'un crime en raison de leur agression en 1914 » (Gerd Krumeich) et seraient donc seuls responsables de la mort massive et des destructions de villes, de contrées et d'infrastructures.

Environ un siècle auparavant, les guerres napoléoniennes avaient également imposé une réorganisation de l'Europe, mais le Congrès de Vienne procéda de façon tout à fait différente. Vainqueurs et vaincus siégeaient sur un pied d'égalité à la table de négociation et obtinrent un consensus d'élites, qui réussit à former le continent européen comme décision top-down. Ni partis, ni parlements (sans parler du « peuple ») n'étaient présents sur la scène comme sujets actifs. Le nationalisme n'en était qu'à ses débuts, la question sociale n'avait pas encore de force créatrice politique. Les informations ne franchissaient pas encore librement les frontières, la mobilité géographique et sociale était encore faible.

Le « long » 19<sup>e</sup> siècle, qu'il convient de dater jusqu'à 1914, avait modifié ces bases de façon tout à fait décisive. Sous les notions de « modernité » (comme époque) et de « modernisation » (comme processus) s'accomplirent l'alphabétisation généralisée, la genèse de méga-villes, l'industrialisation, l'« arpentage du monde ». Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, dans la phase de la première vraie mondialisation, les personnes, les marchandises, le capital et les services, mais surtout les informations circulaient pratiquement sans entrave. Non seulement le monde lui-même, la perception du monde s'était elle aussi transformée radicalement.

La Première Guerre mondiale fut en outre aussi la première guerre moderne, qui avait intégré la totalité de la population des Etats belligérants dans les efforts de guerre. Etant donné que le sort de la guerre fut en fin de compte aussi décidé du moins en partie sur le front de la population civile, il fallut, pour pouvoir mobiliser les efforts de la population toute entière, trouver de nouvelles formes d'images préconçues de l'ennemi qu'il était facile de diffuser dans la société des médias nouvellement déployée. Il ne s'agissait plus uniquement de revendications territoriales, de questions de puissance dynastique. Il s'agissait du bien et du mal, du blanc et du noir. La guerre, devenue ainsi une guerre idéologisée, devait donner comme résultat

l'anéantissement du mal, dont les défis lancés au bien et les revendications de pouvoir injustifiées avaient déclenché la guerre. L'auteur du mal désormais subjugué devait donc se reconnaître seul coupable de la guerre et en assumer la responsabilité.

C'est là la cause profonde de la « responsabilité pour la guerre » de l'Empire allemand et de ses alliés formulée et retenue à Paris pour la première fois dans l'histoire. La guerre était de ce fait émotionnellement « justifiée », cette formulation d'une incrimination incontestable et de ce fait de la condamnation s'avéra toutefois en fin de compte être contreproductive. Cette interprétation de la guerre favorisa auprès des Etats perdants la naissance de courants politiques revanchistes et révisionnistes, qui permettent finalement de raccorder la Première Guerre mondiale à la Deuxième. Après la Deuxième Guerre mondiale, il s'agissait d'un comportement coupable individuel, dans les « procès de Nuremberg », les autres procès des criminels de guerre et dans toute la question de la dénazification. Là la « responsabilité pour la guerre » fut définie individuellement et non pas imposée collectivement par décision des vainqueurs à des Etats tout entiers.

Si on veut donc traiter aujourd'hui convenablement, sérieusement et scientifiquement la question de la « responsabilité pour la guerre », il convient de distinguer soigneusement les deux domaines évoqués. Il s'agit d'une part d'une analyse de la voie qui conduisit à la Première Guerre mondiale. Le scénario de déroulement de l'attentat de Sarajevo jusqu'à la première déclaration de guerre par l'Empire habsbourgeois à la Serbie est incontesté. Ce fut la porte d'entrée, qui a toutefois des antécédents longs et complexes et qui s'est aussi ouverte dans des conditions cadre concrètes de politique d'alliances. Une insistance individuelle sur une attaque préventive, des idées de redistribution à long terme de la « puissance mondiale », des desiderata géopolitiques, une politique d'armement des forces terrestres et des flottes, tout ceci interagit en été 1914. Le début de la guerre et son extension en une guerre européenne et en une guerre mondiale connaissent précisément une responsabilité directe et structurelle. Il est incontesté que ceci concerne particulièrement aussi les Empires centraux.

Interpréter la question de la responsabilité pour la guerre comme histoire des effets et voir en elle une des causes essentielles de la genèse de courants antidémocratiques, révisionnistes responsables du basculement de certains jeunes Etats d'Europe dans des dictatures doit être distingué nettement de l'analyse scientifique du début de la guerre. Cette histoire des effets a en tout cas contribué de façon décisive à la suite du développement politique du 20<sup>e</sup> siècle. Mais ceci fait partie de l'histoire des traités de paix de la Première Guerre mondiale et de la tentative de créer un nouvel ordre stable dans un monde moderne. Ce qui a manifestement échoué. La disparition de la Russie du système économique et politique capitaliste libéral et les prétentions au pouvoir des vainqueurs (fort contradictoires entre elles) faisaient obstacle à une stabilisation durable.

## **La démocratie, la guerre et la paix. Observations sur les conditions cadre de la Première Guerre mondiale**

- Anton Pelinka -

La Grande Guerre qui a commencé par la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie fut une guerre sous des auspices démocratiques. Les principaux acteurs étaient ou bien des démocraties parlementaires (telles que la France, le Royaume Uni et l'Italie), des Républiques présidentielles démocratiques (telles que les Etats-Unis) ou des monarchies constitutionnelles avec un parlementarisme sous-développé, mais existant (telles que les quatre empires dont la destruction devait se produire à la fin de la guerre – Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman).

Dans tous ces Etats, la participation à la guerre avait une légitimation constitutionnelle et de ce fait du moins indirectement démocratique. La Guerre mondiale a commencé et s'est terminée comme guerre démocratique.

Cette observation est un défi pour une hypothèse centrale, mais aussi vivement discutée des sciences politiques, en particulier des relations internationales et de la recherche sur la paix et les conflits : Des démocraties d'inspiration libérale – donc des démocraties occidentales, pluralistes – font certes la guerre à des non-démocraties. Des guerres entre démocraties n'ont par contre pas lieu, ou seulement dans des cas exceptionnels. (cf. p. ex. B. J. Ann Tickner : *International Relations : Post-Positivist and Feminist Perspectives*, in : *A New Handbook of Political Science*, publié par Robert E. Goodin et Hans-Dieter Klingemann, Oxford 2000, p. 449)

Cette « théorie de la paix démocratique » s'explique par le fait qu'il est nettement plus difficile de légitimer une guerre dans des démocraties que dans des non-démocraties ; que des démocraties ne peuvent faire la guerre que sur la base d'un consensus social aussi large que possible. Or il n'est pas aisé d'obtenir un tel consensus lorsqu'il s'agit de justifier une guerre contre une autre démocratie.

La composante démocratique de la guerre qui a commencé en 1914 se manifeste dans l'idéologisation de la guerre qui alla croissant au fil des années de guerre. On l'observe le plus nettement dans le contexte de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Les Etats-Unis avaient un conflit d'intérêts bien compréhensible vis-à-vis de l'Empire allemand – la libre navigation dans l'Atlantique était gravement affectée par la guerre sous-marine allemande. Les Etats-Unis n'avaient pas de conflit d'intérêts identifiable vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, ce qui s'exprima d'ailleurs par le fait que l'Amérique ne déclara la guerre à la Double Monarchie que des mois après la déclaration de guerre à l'Allemagne. Mais le président Wilson plaça une formule hautement idéologique au centre de la justification de sa politique de guerre : le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Ce slogan inévitablement vague, nébuleux, extrêmement sujet à interprétation ne s'adressait pas contre l'existence de l'Empire allemand. Celui-ci, après la cession de territoires à la France, la Pologne, la Belgique et le Danemark, put continuer à exister après 1919. La formule de Wilson telle qu'elle fut perçue et devait être perçue visait l'existence de l'Autriche-Hongrie.

Avec cette idéologisation, Wilson recueillit un large soutien pour une guerre pour une « bonne cause » : Qui pouvait, qui voulait être au 20<sup>e</sup> siècle contre le droit des peuples en Europe de disposer

d'eux-mêmes ? L'idéologisation promouvait une pensée manichéiste : une assignation et classification en « bien » et « mal ».

L'idéologisation de la guerre était une facette de la guerre démocratique. Il était surtout significatif que le caractère démocratique accroissait de façon exponentielle la difficulté de mettre fin à la guerre : A l'exception de la situation sociale en Russie avant le début de la révolution d'Octobre, l'approbation de la poursuite de la guerre était en principe restée élevée jusqu'à l'automne 1918 non seulement auprès des gouvernements, mais aussi auprès des « peuples ».

Ceci rendit plus difficile ce qui était possible dans les guerres pré-démocratiques – mettre fin à la guerre par des compromis élitaires. Les élites traditionnelles pouvaient avant 1914 faire cesser des guerres de façon rationnelle, ce qui n'était plus guère possible pour des élites démocratiques. L'initiative de paix de l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie en 1917 était une tentative de recourir à un modèle pré-démocratique, et échoua face au tollé non seulement des alliés allemands, mais aussi des partis démocratiques de la Triple Entente – p. ex. en France.

L'idéologisation de la guerre démocratique de 1914 à 1918 eut des répercussions de longue portée sur les conditions cadres de la Deuxième Guerre mondiale. L'accentuation à outrance du caractère diabolique « des Allemands » aboutit à ce que – en un effet boomerang – le vrai caractère du national-socialisme ne fut pas reconnu dans les années 1930. Deux décennies après la fin de la première guerre, l'opinion publique dans les démocraties occidentales était trop immunisée à l'égard de comptes rendus sur les méfaits d'un adversaire, on avait trop l'impression d'une propagande démesurée du propre camp pour pouvoir voir le mal de la nouvelle Allemagne qui surpassait maintenant vraiment tout ce qu'on avait connu jusque-là. L'idéologisation de la première guerre, de la guerre démocratique mena à la politique d'apaisement qui facilita sensiblement la deuxième – la guerre non démocratique, la guerre entre démocraties et non-démocraties.

Le nationalisme fut la cause de ce que – au-delà de la pure perception de conflits d'intérêts rationnellement justifiable – la Première Guerre mondiale fut possible comme guerre démocratique. Des images nationalistes préconçues de l'ennemi, non pas affaiblies, mais renforcées par des mécanismes démocratiques, assurèrent que les gouvernements poussant à la guerre, entraînés dans la guerre trouvèrent pour leur politique un base large dans la société.

La Première Guerre mondiale commença comme troisième guerre des Balkans. La guerre des Balkans qui déchira l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 1999 avait un trait commun avec la guerre qui commença en 1914 : Elle fut une guerre démocratique. Les gouvernements des Républiques légitimés démocratiquement, libérés des entraves autoritaires du Parti unique titoïste, se mirent – s'appuyant sur une large approbation de la société – à faire la guerre les uns contre les autres. La fin du 20<sup>e</sup> siècle fut de nouveau marquée par une guerre des Balkans légitimée démocratiquement. La différence : Les puissances en-dehors des Balkans, presque toutes légitimées démocratiquement, ne se laissèrent pas impliquer dans cette (dernière ?) guerre des Balkans.

Ce fut le nationalisme qui assura en 1914 et dans les quatre années qui suivirent la légitimation démocratique de la guerre. L'absence de tout correctif trans- ou international opérant créa les préalables pour la catastrophe. Ce fut le nationalisme qui détruisit le pluralisme de la démocratie et qui empêcha ainsi une opposition efficace contre la politique de guerre – ce qui s'exprima le mieux dans une sentence de l'Empereur selon laquelle il ne connaissait plus de partis, il ne connaissait plus que des Allemands. Les potentiels existants de la démocratie d'empêcher des guerres furent étouffés par le nationalisme : en 1914 aussi bien qu'en 1991.

## **L'effet libérateur de l'acte courageux » : Le côté « sombre » de la Modernité viennoise vers 1914**

- Oliver Rathkolb -

Tandis que ces dernières décennies – sous l'influence de l'ouvrage de Carl Schorske « Vienne fin de siècle : Politique et culture » (1981, en français 1983) – des expositions et des études historiques sur les causes et les effets des représentants de la « première » Modernité à Vienne, mais aussi dans d'autres centres urbains de la Double Monarchie habsbourgeoise tels de Prague et Budapest, connurent un grand essor, un paradoxe reste en général sans réponse : Pourquoi cette élite intellectuelle et culturelle n'éleva-t-elle pas sa voix déjà fort audible et ne s'opposa-t-elle pas à l'euphorie de guerre ? Bien au contraire – beaucoup, comme notamment le compositeur Arnold Schönberg et d'autres, appuyèrent personnellement l'enthousiasme national et chauvin pour la guerre avec leur force créatrice, mais aussi au péril de leur vie ; c'est ainsi que Schönberg composa encore en 1916 la marche « La Brigade de fer » pour une soirée d'engagés volontaires, et que la star du violon Fritz Kreisler rentra précipitamment de sa cure d'eau en Suisse pour rejoindre son régiment à Leoben, y donna encore un concert en uniforme d'officier et, quelques semaines plus tard, fut presque tué sur le front russe. Le peintre révolutionnaire Oskar Kokoschka se porta volontaire et fut promu au bout de deux mois de formation officier de réserve dans le prestigieux régiment de dragons impérial et royal.

Même l'écrivain Stefan Zweig, qui avait aussi des liens internationaux étroits avec la France, ne put au début – tout juste rentré de Belgique - se soustraire à cet enthousiasme collectif : « Toutes les différences de rangs, de langues, de classes, de religions étaient submergées pour cet unique instant par le sentiment débordant de fraternité ... Chaque individu éprouvait un accroissement de son moi, il n'était plus l'homme isolé de naguère, il était incorporé à une masse, il était le peuple, et sa personne, jusqu'alors insignifiante, avait pris un sens.“ Or Zweig venait d'être témoin lui-même de l'invasion allemande de la Belgique contraire au droit international.

On pourrait poursuivre ces exemples presque indéfiniment – rares furent les personnalités critiques telles que l'éditeur de la « Fackel », Karl Kraus, qui, après quelque hésitation, essayèrent malgré la censure de faire ouvertement le procès de l'enthousiasme sans réserve pour la guerre du monde artistique et culturel : C'est ainsi qu'il dénonça dans sa conférence du 19 novembre 1914, qu'il put publier non censurée le 5 décembre, l'embrigadement politique total des poètes par leur poésie de guerre et par les reportages de guerre –, mais la guerre elle-même n'était pas encore mise en cause de façon radicale. Entre-temps, de telles activités furent organisées de façon concentrée dans le Quartier de presse de guerre impérial et royal et englobaient la littérature, les beaux-arts, la photographie et le film ainsi que la musique.

Trois thèses de base peuvent servir d'explication à ce comportement, d'abord conforme au système, des élites de la première Modernité : Beaucoup de ses représentants, bien que mettant en cause les conventions de la société, étaient très marqués par la culture allemande – à l'autrichienne – et n'étaient toujours pas vraiment intégrés dans des réseaux internationaux. Dans ce conflit armé, beaucoup d'entre eux retournèrent à leurs appartenances culturelles et crurent devoir défendre leurs racines.

Une deuxième raison fut une réaction au développement incroyablement rapide de la « première » mondialisation à partir de 1850/1870, qui, précisément en raison de la structure de base autoritaire du système politique et de la société, n'entraîna pas en Autriche-Hongrie de véritable modification socioculturelle complète, mais renforça les conflits et blocages au sein de la société : De nombreux artistes et intellectuels innovateurs croyaient voir dans la guerre un grand coup de balai qui créerait un monde nouveau et un homme nouveau et qui pourrait dissoudre les blocages massivement sensibles du « temps de paix ». La guerre devait exercer un « effet purificateur à libérateur », favoriser l'avènement de la Modernité et surmonter et détruire les vieilles conventions pétrifiées.

Il est intéressant de noter que l'apocalypse interprétée positivement était déjà perceptible précisément dans la littérature et les beaux-arts dès avant 1914. Dans la moitié cisleithanienne de l'Empire, une troisième spécificité vint encore s'y ajouter : qu'on attendait de la guerre qu'elle résolve la très complexe question identitaire et le conflit des nationalités de l'Empire habsbourgeois. Là aussi, il y a des indicateurs dès avant 1914 – c'est ainsi qu'Arnold Schönberg écrit qu'il avait déjà découvert son amour de la patrie pendant la guerre russo-japonaise de 1904. Derrière cela, il y avait une sorte de peur ancestrale de voir disparaître la « civilisation » (austro-)allemande, et la guerre avait presque quelque chose d'un « éveil religieux » (Peter Gay). Ce retour à des scénarios-catastrophes est une réaction aux transferts internationaux et à la mobilité comme conséquence de la première mondialisation. Sigmund Freud résuma en 1914 la contextualisation fondée sur la psychologie des profondeurs en formulant : « Mais c'est peut-être la première fois depuis 30 ans que j'ai le sentiment d'être Autrichien ». En raison de l'antisémitisme de plus en plus radical, la guerre était précisément pour les protagonistes de la Modernité viennoise d'origine juive une sorte de dernier espoir que la défense de la culture nationale puisse aussi ouvrir la voie à l'assimilation. Or tous caressaient l'illusion que ce serait une guerre courte. Freud interpréta le « comportement sans scrupules » du ministre des Affaires étrangères Berchtold comme « l'effet libérateur de l'acte courageux » et reconnut : « J'ai mobilisé tout d'un coup de la libido pour l'Autriche-Hongrie ».

## Militarisation sociale

- Christa Hämmerle -

La recherche récente entend par militarisation sociale un processus complexe et différencié visant ou conduisant à ce que des valeurs et attitudes militaires acquièrent une influence et une signification accrues pour la société. Ceci se produit surtout par l'extension du militaire, dont la dominance est ensuite aussi acceptée de bon gré au sein de la population civile, ou par le transfert de paradigmes militaires dans la vie civile. Si l'on considère la phase tardive de l'Empire habsbourgeois sous cet angle, on constate bien vite que – contrairement à l'avis tenace de recherches plus anciennes - des processus complexes de militarisation y furent stimulés précisément dans les décennies qui précédèrent la Première Guerre mondiale. Ceci remonte à bien plus loin qu'à la période à partir de 1906/07, lorsque le nouveau chef de l'état-major Conrad von Hötzendorf commença conjointement avec des élites militaires et politiques à poser plus concrètement les jalons pour une guerre à venir, favorisant une attaque préventive contre l'Italie et la Serbie ; selon la formule pertinente de Günther Kronenbitter, il a par conséquent, par sa politique à forte orientation belliciste, le renforcement des installations de défense, fait « la guerre dans la paix ». La guerre des Balkans a encore renforcé cette tendance, qui culmina, après qu'une nouvelle loi de défense eût été promulguée dès l'été 1912, dans la loi dite de prestations militaires en décembre de la même année. Celle-ci constitue un point culminant particulier de la militarisation de la société voulue par les autorités en prescrivant pour le cas d'une guerre une inclusion généralisée de la population – d'hommes encore très jeunes jusqu'à des hommes plus âgés, qui ne sont plus aptes au service militaire, y compris un nombre de possibilités pour l'armée de faire appel à des institutions civiles et de placer sous ses ordres toutes les entreprises d'importance stratégique. Tout ceci fut plus tard amplement mis en œuvre dans la Première Guerre mondiale.

Mais plus tôt déjà, c.-à-d. dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, on relève en Autriche-Hongrie, tout comme dans d'autres Etats européens, un nombre de développements de la militarisation sociale. Ceci va de la généralisation du rattachement (direct ou indirect) de jeunes gens à l'armée dans le cadre du service militaire obligatoire introduit ici fin 1868 jusqu'à la mise en place et au développement quand même appréciable, en dépit de nombreux obstacles, de différentes parties de l'armée et de leur équipement (p. ex. de l'artillerie, des deux armées territoriales). De plus, le culte voué à l'armée se renforça sensiblement pendant ces décennies, ceci non seulement sous forme de nombreuses parades militaires publiques et de nouveaux monuments (p. ex. pour Radetzky), mais aussi en idéalisant l'empereur François-Joseph, qui portait si souvent l'uniforme, comme soldat martial. La recherche a en outre montré que dans les décennies avant 1914 le mouvement des sociétés de tir connut une forte expansion et que de nombreuses associations de vétérans se constituèrent, auxquelles adhéraient aussi d'anciens soldats d'ethnicité non allemande. Et après la guerre contre la Prusse, des femmes s'unirent pour la première fois aussi en temps de paix pour pouvoir, sous forme d'« Associations patriotiques féminines d'aide de la Croix-Rouge » nouvellement établies, prêter leur assistance à leur patrie en cas d'une future guerre.

Au début des années 1890, des articles firent même de temps en temps leur apparition dans certains journaux ou revues du/des mouvement/s féminin/s autrichien/s, qui s'inspiraient du concept plus généralement discuté dans l'Empire allemand d'un « service obligatoire féminin » propre et essayaient de l'adapter pour l'Autriche-Hongrie ; celui-ci devait constituer un équivalent au service

militaire obligatoire masculin. Même si cette idée semble être tombée dans l'oubli jusqu'à la Première Guerre mondiale, elle montre elle aussi l'effet militarisant du service militaire obligatoire. Ce n'est pas un hasard que, dès 1867, c.-à-d. dès le début de la délibération et du développement de lois par le Parlement dans l'Autriche de l'époque, ses critiques mirent ce système moderne de recrutement, comme autre part en Europe, sur le même pied que le « militarisme » ; certains contemporains mirent en garde contre lui, reconnaissant fort bien dès cette époque son effet militarisant. Le service militaire obligatoire général fut malgré tout développé de façon continue en Autriche-Hongrie par un nombre de lois supplémentaires, c.-à-d. qu'il fut codifié et mis en œuvre de manière de plus en plus généralisée (p. ex. Loi sur l'assistance aux militaires de 1875, Loi sur la taxe militaire de 1880, Loi sur la réserve de l'armée territoriale de 1886, nouvelle Loi sur le service militaire de 1889 ...). Ceci accrût massivement sa portée en dépit de nombreuses adversités auxquelles ce système de recrutement authentiquement républicain et axé sur le concept de nation se heurta dans l'Empire habsbourgeois polyethnique, ce qui renforça plus encore l'acceptation de l'armée par la société comme « école de masculinité » et « école du peuple ». L'armée impériale et royale était de ce fait effectivement devenue avant 1914 une « armée populaire » intégrant toutes les couches de la société, qui avait érigé en idéal le « soldat citoyen » et la masculinité formée par l'armée. Au plus tard au début de la Première Guerre mondiale, cet idéal avait établi son hégémonie sur la société.



## La guerre et les médias

- Wolfgang Maderthaner -

Lorsqu'en plein été 1914, conformément à la logique et au mécanisme d'un système complexe d'alliances, la confrontation des grandes puissances européennes s'élargit en une grande guerre globale, ceci dégagait un potentiel énorme d'énergies émotionnelles, d'euphorie et de pathos de renouveau. Les élites intellectuelles de toutes les parties en présence, sans exception aucune, surchargèrent la *Grande Guerre* d'attentes, de projections et d'aspirations à fort accent métaphysique. Le grand événement dans sa puissance élémentaire était censé provoquer une purification, une catharsis, un retour de toutes les relations au « simplement important », le nettoyage douloureux, bien que devenu indispensable, de tout ce qui était usé, vieux, pourri.

C'est précisément à ce point d'un enthousiasme généralisé pour la guerre ressenti par les élites qu'intervinrent les autorités habsbourgeoises et qu'elles rassemblèrent en une *action parallèle* intellectuelle sans pareille, en vue de la propagande de masse concertée pour la guerre, des hommes de lettres, des artistes plasticiens, des cinéastes, des photographes etc. dans le *Quartier de presse de guerre* (*Kriegspressequartier, KPQ*) géré par les Archives de guerre. Il s'agissait tout d'abord de contrôler le reportage de guerre d'actualité et de l'organiser d'une façon qui suscite inévitablement des associations avec le phénomène du *journalisme embarqué* de la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Le service de guerre des poètes, ce fut là dès décembre 1914 le constat du grand adversaire de la guerre et apocalypticien Karl Kraus, est l'entrée dans le journalisme ; et il y a lieu de soupçonner que les « membres volontairement réformés du métier journalistique » motivent leurs actes par l'idée héroïque « de se réfugier là où on est maintenant le plus sûr : dans la grandiloquence ». D'éminents représentants de la modernité littéraire viennoise servirent de collaborateurs à l'effort de guerre des Empires centraux, furent aussi bien porteurs qu'inspirateurs de l'ivresse patriotique qui s'était installée avec une vague de propagande chauvine sans pareille, une campagne de paroles et d'écrits. De grands auteurs ayant une réputation bien établie tels que Hofmannsthal, Bahr, Schaukal, Roda Roda, Salten et al. devaient ainsi s'avérer être des *faiseurs de mots* (Franz Werfel) de la machinerie de guerre.

Stefan Zweig fut sans aucun doute une figure centrale du *Groupe littéraire* des Archives de guerre. En octobre 1914, il rédigea une lettre ouverte *A mes amis de l'étranger*, dans laquelle il proclama pour la durée de la guerre son abandon des idées et idéaux cosmopolites qu'il avait défendus naguère avec tant d'engagement. Incorporé pendant presque quatre ans dans la machinerie de propagande habsbourgeoise, les appels de Zweig contre la guerre se firent toutefois de plus en plus insistants. En 1915, il commença à travailler au drame pacifiste *Jérémie*, qui fut créé en février 1918 à Zurich et fit sensation. A la même époque, Robert Musil, officier ayant fait l'expérience du front, entra au KPQ comme rédacteur responsable de journaux pour soldats, qu'il soumit à une relance radicale, les munit de suppléments richement illustrés de chromos et de reproductions et les ouvrit à des controverses politiques tout simplement inconcevables jusque-là, p. ex. sur l'usure de guerre et le fricotage. Musil, attaché auparavant au quartier général de l'armée de l'Isonzo comme « expert d'histoire de l'art », rencontra au KPQ le défaitisme subtil de Franz Blei ou d'Egon Erwin Kisch et Franz Werfel, depuis longtemps passés dans le camp socio-révolutionnaire.

Après une grave blessure à la tête en Volhynie, Oskar Kokoschka fut lui aussi envoyé sur le front de l'Isonzo, jusqu'à ce que, en raison d'une *obusite*, il fût impossible de continuer à l'engager comme

officier de liaison pour les reportages de guerre. Le KPQ s'efforçait d'ailleurs d'une façon générale d'instrumentaliser à ses fins les représentants d'exception des beaux-arts modernes viennois – en diverses intensités et utilisations. Des expositions furent organisées régulièrement aussi bien en Autriche-Hongrie que dans des pays étrangers neutres – la plus connue est certes la *Österreichisk Konstutställning* montrée en septembre 1917 à la Liljevalchs Konsthall de Stockholm et commissariée par Josef Hofmann, qui présenta des travaux notamment d' Egger-Lienz, de Faistauer, Klimt, Kokoschka, Schiele et du sculpteur Anton Hanak ainsi que des objets de choix des Wiener Werkstätten, et dont l'inauguration était intégrée dans une « Semaine de l'Autriche » avec concerts philharmoniques et défilés de modes.

Une attention particulière fut enfin prêtée aux médias modernes dernier cri film et photographie, se prêtant certes le mieux à la propagande de masse. Les scènes de genre de guerre et reportages sur le front réalisés en mission officielle par des agences photographiques ou des reporters de guerre professionnels sont souvent d'une qualité aussi bien formelle que technique tout à fait surprenante et furent (après examen par la censure) diffusés massivement dans des hebdomadaires illustrés et des publications de propagande spécifiquement créées à cette fin. Il s'agissait d'esthétiser moyennant une représentation picturale des opérations et du quotidien des soldats les horreurs et abominations de la guerre technologique moderne ; le but était de communiquer de la sorte une narration héroïque évocatrice, compréhensible, s'inspirant aussi bien du culte de la masculinité que du mépris de la mort. Dans ce contexte de « renforcement de l'enthousiasme pour la guerre » (lieutenant-général Maximilian Ritter von Hoen, jusqu'en 1917 chef du KPQ), un rôle significatif était réservé à l'*image animée*. Le KPQ envoya au front des postes avancés cinématographiques ; les équipes de tournage devaient fournir des *actualités* (et plus tard aussi des longs métrages réalisés spécifiquement à cette fin) aussi bien au « front intérieur » qu'aux pays étrangers neutres. Les travaux les plus remarquables, qui furent la réalisation ambitieuse, techniquement à peine maîtrisable à l'époque, de *véritables films de guerre*, résultèrent de la coopération temporaire et plutôt conflictuelle avec deux *opérateurs de cinéma* américains : Captain F. E. Kleinschmidt (sur l'offensive austro-allemande en Galicie en 1915) et Albert K. Dawson (sur le siège de Przemyśl).

Le Quartier de presse de guerre était chargé de la coordination et du contrôle de toutes les représentations artistiques, écrites et picturales de la guerre. C'est là une spécificité « kakanienne » : Plus les signes d'épuisement économique, de désagrégation militaire et de tension révolutionnaire se multipliaient à mesure que la guerre se poursuivait, plus il fut agrandi : Finalement il disposa par rapport à son pendant allemand d'effectifs sensiblement plus importants et d'un budget quatre fois plus élevé. Habsbourg mettait ses intellectuels et créateurs artistiques au service de la propagande de guerre moderne ; ceux-ci sabotèrent de plus en plus une telle intention. Le fait qu'Alfred Polgar, adjudant aux Archives de guerre et depuis juillet 1914 un des hommes de lettres phares du KPQ, fût relevé de ses fonctions en août 1917 et devînt collaborateur d'un périodique pacifiste a peut-être plus qu'une signification purement symbolique. Il est un symptôme de ce que la guerre totale, dont la KPQ était l'élément essentiel, débouchait sur la catastrophe totale.

## Le vécu sur le front

- Helmut Konrad -

Dans l'Empire des Habsbourg, les personnes qui n'avaient pas plus de 50 ans au début de la guerre n'avaient pas de souvenirs personnels d'une guerre. Même les grands-pères ne pouvaient pas raconter d'histoires de champs de bataille. 48 ans s'étaient écoulés depuis Sadowa/Königrätz. Et dans la mémoire communicative, les guerres étaient exclusivement des « batailles », donc des événements où la victoire ou la défaite se décidait en quelques heures.

C'est ainsi que les attentes à l'égard de l'« aventure guerre » étaient souvent celles d'un rite initiatique d'entrée en masculinité, d'un engagement court, fascinant, qui serait terminé à l'époque des moissons.

La réalité fut tout autre. Après que les offensives initiales fussent stoppées, une impasse militaire s'instaura sur les fronts vers la fin de l'année 1914. Alors que jusque-là on pouvait se lancer de l'avant, reculer, se dérober, donc se déplacer dans le paysage du champ de bataille, le front se présentait maintenant comme « paysage orienté » (Kurt Lewin). « La contrée là devant semble avoir une fin suivie d'un 'rien'. » Devant, c'était la mort. On ne pouvait plus percevoir le paysage comme s'ouvrant de tous côtés, il avait désormais un « avant » et un « arrière ». Le paysage était devenu partie intégrante de la stratégie de combat et de survie. La guerre de position, la survie dans les tranchées, transformait la vie des soldats. « Demeurer dans un espace très exigu faisait de la résistance psychique une qualification clé. » (Hans-Georg Hofer).

Les expériences de front d'Oskar Kokoschka peuvent servir d'exemple. D'abord l'engagement volontaire devançant l'appel avec l'entraînement souhaité et formateur, puis le départ en campagne comme aspirant de cavalerie avec fleurs et acclamations, et ensuite le choc qu'il vécut en chevauchant avec ses soldats contre les canons des Russes. Une blessure grave lui valut l'expérience d'hôpital et la rencontre avec une médecine au service de la guerre dont la tâche principale était de rendre rapidement autant d'hommes que possible bons pour le front, une tâche dont surtout la psychiatrie s'acquittait avec violence à l'égard des nombreux traumatisés. Et finalement Kokoschka fit l'expérience de la tranchée sur l'Isonzo, un vécu qui ne pouvait qu'inverser toute attente initiale à l'égard de la guerre comme rite initiatique en un contraire tout à fait dramatique.

La guerre technologique, qui, surtout par l'intermédiaire de la mitrailleuse avec sa munition standardisée, faisait des hommes des prolongements, voire des appendices de la nouvelle technologie, la détonation monstrueuse lors d'impacts de projectiles de grosses pièces d'artillerie ou bien le danger provenant du gaz inaudible, tout ceci faisait partie du scénario de la « Grande Guerre ».

De nombreux soldats de l'Empire habsbourgeois furent profondément marqués par les combats sur le front de l'Isonzo. Le karst se distinguait des zones de combat en haute montagne sur le front tyrolien, mais aussi des champs de bataille à l'Est ou bien sur le front occidental allemand, dont les images (« A l'Ouest rien de nouveau ») dominent jusqu'à nos jours l'idée qu'on se fait des combats de la Première Guerre mondiale. Dans le calcaire coquillier sur le front dans le karst istrien, les tranchées étaient moins profondes, renforcées par le haut par de gros cailloux et des sacs de sable. Ceci forçait à se tenir accroupi, ce qui façonna aussi la mentalité des soldats. Ce n'est pas un hasard que les « Squadristi » italiens d'un côté et les « Heimatwehren »

autrichiennes de l'autre émergèrent à la fin de la guerre des tranchées de ce front, puisque Benito Mussolini et Emil Fey y avaient combattu. L'espace spécifique de violence eut donc aussi d'importantes retombées politiques indirectes.

Le bourdonnement et sifflement assourdissants des ricochets dans la roche volant en éclats, les nombreuses blessures résultant précisément de ces ricochets, la fournaise des étés et le froid des vents d'hiver, les morts qu'il fallait laisser dans le no man's land après les assauts échoués, les gains ou pertes de territoires pratiquement nuls, donc l'absence de victoires ou de défaites, tout ceci faisait paraître le paysage au nord de Duino « orienté » d'une façon toute particulière.

Or le paysage du front n'était pas seul à être « orienté ». Derrière le front, tout était également assujéti aux besoins du front. Le « rien » était suivi graduellement vers l'arrière des hôpitaux de campagne et des installations d'intendance, des hôpitaux et enfin de l'arrière, dont la productivité était largement axée sur les besoins du front. La communication, qui devait maîtriser quelque 22 milliards de lettres de campagne et cartes postales en provenance des fronts de la guerre et à destination du front, s'orientait elle aussi sur ces besoins. Ceci s'appliquait aussi à toutes les autres formes de communication, à l'ensemble des transports (des chemins de fer modernes jusqu'aux chevaux, dont d'innombrables perdirent la vue dans la guerre des gaz), et finalement aussi à l'art, qui se rassembla dans le Quartier de presse de guerre.

Les prisonniers de guerre, dont les grands camps transformèrent la structure sociale des communes (Knittelfeld à titre d'exemple avait environ 10.000 habitants, mais le camp comptait 30.000 prisonniers de guerre), furent les premiers à venir du front à l'arrière, puis les propres blessés, ou bien les traumatisés, que l'obusite avait privés du langage ou de l'orientation, et finalement, en général seulement sous forme de nouvelles, les morts en campagne, dont les corps reposaient pour la plupart dans des charniers.

L'arrière, dont la surexploitation structurelle décida en fin de compte de l'issue de la guerre, avec ses expériences spécifiques de famine, faisait donc également partie d'un paysage d'expérience qui était orienté sur les fronts.

## La guerre et ses conséquences humanitaires

- Verena Moritz -

A de nombreux égards, la Première Guerre mondiale marqua une nouvelle étape. Ceci concerne notamment la nouvelle dimension de capacité d'extermination d'armes technologiques qui furent mises en œuvre pour la première fois à une aussi large échelle. L'utilisation, courante sur tous les fronts, bien qu'en une intensité variée, d'artillerie lourde et de mitrailleuses eut aussi un effet dramatique sur le nombre des victimes. Environ neuf millions de soldats moururent en tout, ils furent env. 1,5 million du côté de l'Autriche-Hongrie. Des centaines de milliers furent blessés, en partie grièvement, dans le courant des hostilités. Dans la seule petite Autriche d'après-guerre, on comptait après 1918 plus de 100.000 invalides de guerre ayant droit à l'assistance publique. A ceci s'ajoutèrent quelque 350.000 veuves et orphelins de guerre. Il est impossible de chiffrer l'ampleur des conséquences dues à la guerre pour ceux et celles qui avaient survécu, mais qui avaient perdu des proches et/ou la base de leur existence.

Il semble néanmoins utile de se rappeler du moins de la portée, que des chiffres permettent de pressentir, des diverses conséquences humanitaires de la guerre. Le nombre de prisonniers de guerre était par exemple lui aussi de plusieurs millions. Il n'y avait jamais eu jusque-là de conflit où autant de soldats fussent tombés entre les mains de l'ennemi. On estime que 2,77 millions de soldats rien que de l'Empire danubien furent faits prisonniers. Des centaines de milliers ne rentrèrent plus chez eux, mais moururent dans le pays de leur captivité. De plus, beaucoup de ces soldats qui se trouvaient en Russie ne purent rentrer dans leur pays que des années après la fin de la guerre en raison des hostilités entre partisans et adversaires du régime bolchévique établi en 1917. Compte tenu de la crise économique et financière que vivait la République, la réintégration dans la société d'après-guerre fut souvent difficile. Tous ne réussirent pas, et de loin, à reprendre pied dans leurs anciens métiers. Il y avait en outre lieu de s'attendre aux répercussions psychiques de la captivité qui avait souvent duré plusieurs années, lesquelles constituaient un fardeau non négligeable pour la cohabitation dans les familles concernées.

Les conséquences de la guerre auxquelles on ne s'était pas attendu sous cette forme confrontèrent aussi la Croix-Rouge et de nombreuses autres organisations d'aide au niveau étatique ou privé à des défis nouveaux. Suivant la nature des mesures d'aide prises, il fallut plus ou moins de temps jusqu'à ce que les déficits organisationnels et logistiques, évidents surtout au début de la guerre, puissent être surmontés. Les masses de réfugiés, composées principalement de femmes, d'enfants et de personnes âgées et infirmes, constituent une catégorie ayant tout particulièrement besoin d'assistance. Dès le printemps 1915, on comptait dans l'Empire danubien environ 600.000 personnes qui avaient dû fuir des régions qui faisaient désormais partie de la zone de guerre. Fin 1914 début 1915, environ 150.000 réfugiés séjournaient par exemple à Vienne, qui provenaient principalement des parties de la Galicie conquises par l'armée du Tsar. L'hébergement et le ravitaillement des réfugiés posèrent aux autorités des problèmes presque insolubles. Par la suite, les pouvoirs publics furent en partie peu enclins à prendre soin des personnes concernées. De plus, la présence d'étrangers suscitait non seulement la générosité et la solidarité. L'attitude de rejet de la population à l'égard des réfugiés augmenta avec la durée de leur présence. Elle se renforça en outre face à la crise alimentaire qui s'aggrava à partir de 1916 et s'associait à des ressentiments antisémites à l'égard des réfugiés de guerre juifs. De plus, la

détresse des réfugiés fut – dans la mesure du possible – tabouisée. La censure veilla à ce que le grand public ne fût orienté que très vaguement sur le sort de ces personnes. Leur rapatriement dans leurs régions d'origine se fit souvent trop tôt, puisque le déroulement ultérieur de la guerre força à de nouvelles évacuations. De plus, ce rapatriement signifiait en règle générale le retour des réfugiés dans un pays détruit, où une survie sans assistance n'était pas possible. Les indications sur le nombre total de victimes civiles de la guerre du côté de l'Autriche-Hongrie sont peu précises, 400.000 semblant être une sous-estimation.

Ce n'est que ces dernières années que la recherche s'est concentrée sur le fait que la population civile avait à craindre non pas seulement les soldats ennemis, mais aussi les propres soldats. Des exactions de soldats contre les autochtones en Galicie se produisirent notamment sous le signe d'un soupçon généralisé qui considérait les habitants a priori comme « élément déloyaux » et « traîtres ». Bon nombre de ces « espions » prétendument au service de la Russie furent exécutés, des milliers furent déportés.

Ce n'est que ces tout derniers temps que la recherche historique s'est penchée sur le fait qu'une stratégie marquée par des images préconçues de l'ennemi et des sentiments de supériorité culturelle concomitants qu'on a observés en Serbie au début de la guerre, puis sur d'autres théâtres de combats, eussent entraîné des infractions dites « normales » et rendu possibles des « abominations de guerre ». La « démythisation » de la Première Guerre mondiale, guerre qui s'est longtemps située en-dehors de la visée de considérations historiques, et l'appréciation critique d'une armée impériale et royale qui, pendant des décennies, fut a posteriori, aussi bien au niveau populaire qu'académique, assez souvent soit idéalisée comme héroïque, soit pour ainsi dire anodine, est dans ce sens encore en cours.

## Histoire des femmes et du genre dans la Première Guerre mondiale

- Christa Hämmerle, Gabriella Hauch -

On ne comprend la catastrophe de la Première Guerre mondiale que si l'on considère aussi le rapport entre les sexes à cette époque : de la question des répercussions de la guerre sur les hommes et les femmes ainsi que sur l'ensemble de la population civile jusqu'à la hiérarchisation des sexes propagée à l'époque avec toutes ses ambivalences et contradictions. C'est ce qu'ont montré des recherches récentes, de même qu'elles ont attiré l'attention sur les nombreux entrelacements « front » et « front intérieur » comme condition d'une stratégie moderne. L'estompage des lignes de séparation entre les fronts militaires et l'arrière ou l'intérieur menaçait directement beaucoup de femmes et d'enfants, en faisant des réfugiés et des victimes de la violence de la guerre, ce qui fut plus tard largement refoulé. Il s'agit aussi à cet égard d'une guerre menée dans une large mesure de façon « totale », qui, outre les soldats, touchait et frappait effectivement toute la société, qui fut de ce fait une « guerre populaire ».

Ceci se manifesta d'une part sous forme d'une (auto-)mobilisation généralisée de femmes et d'associations féminines, qui commença dès le début de la guerre par la formation de l'« Action d'aide des femmes en temps de guerre ». C'est sous ce titre que se regroupèrent, comme dans les autres pays européens, la plupart des associations ou représentantes du/des mouvement/s féminin/s de l'époque pour renoncer à leur internationalisme et servir leur « patrie » belligérante ; les femmes sociales-démocrates y prirent part elles aussi, bien que beaucoup d'entre elles fussent en même temps opposées à la guerre. Un petit nombre de femmes pacifistes en Autriche et en Hongrie ne s'y associèrent pas et se rendirent en mai 1915 au Congrès international des femmes pour la paix à La Haye, où elles revendiquèrent avec plus de 1100 déléguées de douze nations la cessation immédiate des combats. Beaucoup d'autres femmes s'engagèrent volontairement dans les domaines d'activité convenant prétendument le mieux à la « nature féminine » : le « service de rafraîchissement » pour les troupes de passage dans les gares, la préparation, l'emballage et l'expédition de millions de colis pour améliorer l'ordinaire des soldats, la création de possibilités de travail pour de nombreuses femmes tombées au chômage en raison de la guerre, des collectes les plus diverses de matériel et d'argent etc. L'assistance aux pauvres, aux femmes en couches, aux mères, aux enfants ou aux nourrissons et le travail dans la distribution publique toujours plus urgente de repas et dans les centres chauffés pour indigents relevaient souvent de la compétence des femmes en rapport avec l'« assistance de guerre » officielle. L'engagement comme infirmière de guerre apparaissait en outre particulièrement séduisant – non seulement dans ce qu'on appelait l'arrière, mais aussi dans les hôpitaux de campagne mobiles souvent stationnés à proximité immédiate du front, où elles rencontrèrent parfois les premières femmes médecins. En particulier le personnage de l'infirmière de guerre était considéré comme l'équivalent du statut masculin de soldat, qui était de son côté héroïsé et considéré comme image idéale, absolue, supérieure à tout, de la masculinité. Le débat sur les genres qui s'y rapportait utilisait donc le genre, c.-à-d. les idéaux de masculinité et de féminité de l'époque massivement propagés, pour ainsi dire comme arme pour promouvoir la mobilisation pour la guerre et son appui – ce qui fonctionnait de moins en moins à mesure que la guerre se prolongeait. Les conflits entre les sexes devinrent évidents, et le nombre de relations extraconjugales augmenta de même que – comme dans toutes les guerres – la prostitution et la violence sexuelle.

En même temps, les femmes travaillèrent pendant la Première Guerre mondiale de plus en plus fréquemment dans des domaines de travail occupés auparavant presque exclusivement par les

hommes. Ceci incluait divers métiers d'employées jusqu'à celui de receveuse de tramway ainsi que des paysannes qui labouraient désormais elles-mêmes et le nombre en augmentation rapide d'ouvrières dans l'industrie de guerre, dont les conditions de vie devinrent du plus en plus précaires dans le courant de la guerre. La Loi sur les services de guerre du 18 mars 1917, devenue plus rigoureuse, abolit en outre dans une large mesure leur « liberté de mouvement », c.-à-d. la possibilité de changer d'emploi ; elles étaient devenues indispensables à la poursuite de la guerre. Ceci s'appliquait également au plus tard à partir du printemps 1917 aux 30.000 à 50.000 « auxiliaires féminines de l'armée en campagne », qui devaient de leur côté libérer pour le front des soldats engagés dans l'administration – ce qui est un exemple de plus du degré auquel les femmes étaient intégrées dans la Première Guerre mondiale. L'exemple de l'Autriche-Hongrie s'intègre à cet égard dans des développements semblables dans d'autres pays belligérants, étant entendu toutefois que le rôle supplémentaire des femmes de devenir les gérantes de la carence et de la pénurie dramatique d'approvisionnement était d'une très grande importance et renforça plus encore l'écart croissant entre les mondes vécus « front » et « arrière ». Faire la queue pendant des heures pour des vivres et des biens de consommation courante, l'expérience de la faim, du froid, de la maladie et de l'exténuation, ainsi que le deuil, la désillusion ou les traumatismes – voilà ce que furent des expériences de guerre spécifiques au sexe féminin qui se répercutèrent longtemps après 1918.

Tout ceci pouvait aussi conduire à la résistance, les femmes furent initiatrices et actrices de manifestations de protestation, des émeutes dites de la faim et des grandes grèves de la seconde moitié de la guerre. La recherche a néanmoins montré que ces années avaient certes entraîné un élargissement des possibilités d'action et une politisation de nombreuses femmes, ce qu'on ne saurait néanmoins qualifier d'« émancipation » due à la guerre ; les expériences concrètes et modèles donnant un sens à la vie étaient trop contradictoires et trop marqués de privations. L'introduction du droit de vote pour les femmes au début de la Première République autrichienne ne fut pas non plus une conséquence directe de la guerre ou la « récompense méritée » pour l'engagement civique des femmes pendant la guerre, mais se fondait sur leurs longues années de luttes pour ce droit et sur la constellation politique en novembre 1918 ; la Première Guerre mondiale servit donc de « catalyseur », mais non pas de cause de ce développement.

Avec le nouveau positionnement des femmes comme citoyennes, comme élues et aussi comme étudiantes de toutes les disciplines (exception : théologie), leurs marges d'action s'élargirent certes sous la Première République, mais il ne se produisit pas de rupture structurelle ou de réorientation dans les rapports entre les sexes. Même si les officiers, dont les récits déterminèrent après 1918 la culture du souvenir de la guerre, définirent le plus crûment la disparition des vieilles valeurs comme étant une crise permanente de la « masculinité ». Le départ vers des temps nouveaux résulta en une remilitarisation de la société et en une répartition des rôles entre hommes et femmes qui continua à s'orienter sur les hiérarchies fondées sur le sexe de la répartition bourgeoise des rôles consacrée dans le Code civil de 1811. Comme ouvrières spécialisés, en général moins bien payées que les hommes, la grande masse des femmes actives « rêvait » - en vain – d'une existence meilleure de femme au foyer. L'image largement colportée de la « nouvelle femme » aux cheveux à la garçonne resta limitée aux jeunes femmes dans les centres urbains. Le Parti ouvrier social-démocrate (Sozialdemokratische Arbeiterpartei - SDAP), parti de la modernité, recueillit certes sous la Première République un nombre croissant de suffrages féminins, néanmoins l'évolution du rapport entre les sexes alla dans une autre direction en correspondance avec la crise économique mondiale : la remasculinisation des hommes et la discrimination des femmes furent des principes politiques de l'Etat corporatif chrétien/« austrofascisme ».



## Conséquences de la Première Guerre mondiale

- Stefan Karner -

Avec la fin de la guerre en 1918, le monde se transforma de façon radicale. Les grandes monarchies, l'Empire des Tsars, l'Empire ottoman, l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie, appartenaient au passé. La réorganisation de l'Europe fut fixée au niveau du droit international en 1919/20 dans les traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie. Surtout le Traité de Versailles était le résultat de l'ordre de paix échafaudé par les nouvelles « Grandes puissances », qui comportait toutefois déjà le germe d'une nouvelle guerre en Europe. Les moyens et petits Etats européens furent intégrés dans des systèmes européens très fragiles. Une ceinture d'Etats s'étendait désormais de la région balte jusqu'aux Balkans. Ceux qui en faisaient partie étaient tenus de se réorienter, au niveau de la politique intérieure et extérieure, de l'économie et de la société. L'essor des Etats-Unis en était à ses débuts, l'Europe était affaiblie comme puissance mondiale. Aussi bien comme moyen de propagande (proclamation du « Djihad » par l'Empire ottoman, attisement de mouvements d'indépendance etc.) qu'en raison d'expériences personnelles, les mouvements anticoloniaux s'étaient renforcés en particulier dans les possessions britanniques, françaises et belges.

Le morcellement des grands empires européens modifia aussi la carte de l'Asie, de l'Afrique du Nord, du Proche-Orient, dans le Caucase et dans la nouvelle Turquie. Le renforcement de concepts monochrones de la nation (Etat = nation ayant une seule langue et une seule religion) résulta même dans sa forme extrême en un échange forcé de populations (Grèce-Turquie) ou en un génocide (Arméniens). Avec la fondation de la Société des Nations, la paix fragile fut renforcée par la consolidation de l'idée de coopération. En particulier de nouvelles initiatives de droit international devaient au moins limiter les horreurs de conflits futurs devenues visibles dans la Première Guerre mondiale. La stabilisation progressive du régime communiste russe révéla toutefois aussi le début de la confrontation entre l'« Ouest démocratique » et l'« Est communiste » comme élément déterminant de développements à venir.

La Première Guerre mondiale a provoqué au total dix millions de morts, 20 millions de blessés, des millions restèrent en captivité, furent expulsés ou transplantés durablement de leurs régions d'origine. L'Autriche-Hongrie mobilisa 7,8 millions de soldats, dont presque 20 pour cent trouvèrent la mort. Un des phénomènes concomitants les plus dramatiques de la guerre fut une pandémie à l'échelle mondiale (« grippe espagnole »), qui fut favorisée par les conditions cadre spécifiques de la guerre (forte migration par les armées de masse et les réfugiés ; contacts étroits et mauvaises conditions hygiéniques dans des hébergements de masse ; ravitaillement catastrophique de vastes parties de la population etc.) : Dans le monde entier, elle fit entre 25 et 40 millions de victimes, plus que la guerre elle-même!

Pour la République d'Autriche (allemande) nouvellement créée, les conséquences furent dramatiques. Ses citoyens étaient encore dispersés comme soldats et prisonniers de guerre sur la moitié de l'Europe, se retrouvaient du jour au lendemain sur un territoire national « étranger ». Des centaines de milliers étaient estropiés par suite de blessures physiques et psychiques.

Beaucoup percevaient le nouvel Etat comme « reste » qui devait encore trouver son identité. La moitié de la frontière nationale autrichienne fut retracée : L'Autriche perdit de nombreuses régions

revendiquées, partiellement germanophones (« Pays des Sudètes », Tyrol du Sud, parties de la Styrie et de la Carinthie). Cette déception eut pour conséquence que l'idée de l'« Anschluss » fut renforcée en un consensus transcendant les partis, mais interdite au niveau du droit international.

Economiquement, le démembrement de l'Autriche-Hongrie signifiait le découpage d'un espace économique, de transports, industriel et de travail homogène par de nouvelles frontières. Une politique de droits de douane élevés et des restrictions commerciales aggravèrent la situation. Le nouvel Etat hérita d'un secteur bancaire, financier et administratif surdimensionné, qui ne fut réduit de force que par le Prêt de Genève accordé par la Société des Nations et pendant la crise économique mondiale. La disparition des sources d'approvisionnement et des débouchés traditionnels pour les produits industriels ainsi que des problèmes dans la reconversion de la production de guerre en production de paix résultèrent en un chômage immense. Un des résultats de l'inflation, des difficultés d'approvisionnement et de production aussi bien avant qu'après la guerre fut la paupérisation de la couche moyenne bourgeoise. Ceci provoqua en fin de compte le renforcement de la composante économique de l'antisémitisme, en particulier à Vienne.

La « Mitteleuropa » resta néanmoins pendant plus d'une décennie la région ayant l'intégration commerciale la troisième la plus élevée du monde, qui ne fut fragmentée que par les développements à partir des années 1930. La masse successorale échue à l'« Autriche allemande » n'était de prime abord pas tellement négative : Elle regroupait 13,5 pour cent de la population, 18,4 pour cent de la valeur de production nette et 19,7 pour cent du PIB de l'Empire. Les sociétés au niveau des Länder firent avancer le développement du secteur électrique autrichien déjà engagé pendant la guerre sur la base d'eau et de charbon. En même temps, l'industrialisation put être intensifiée en usant de l'infrastructure de guerre (en particulier camps de prisonniers de guerre et capacités d'armement).

La guerre et la réorganisation de la constellation des Etats eurent aussi pour conséquence que des centaines de milliers de personnes émigrèrent outre-Atlantique ou dans les Etats successeurs. L'afflux d'« anciens Autrichiens » des pays ayant appartenu à la Couronne ne réussit que partiellement à compenser ces départs. On essaya certes de mitiger par une politique sociale moderne (Hanusch) et la construction de logements à Vienne (« Vienne la Rouge ») les déficits économiques les plus flagrants. Mais la radicalisation du discours identitaire due à l'effondrement de 1918 et les conflits territoriaux avec les Etats successeurs renforcèrent inévitablement la dissociation de la société – on manquait d'un « modérateur » tel que le monarque l'avait été.

Les quatre années de mobilisation de masse, la durée et le cours spécifique de la guerre (guerre des tranchées, guerre de montagne) résultèrent aussi en Autriche en un nombre exceptionnellement élevé de mutilés de guerre : des amputations et la cécité due à la guerre (non pas par le gaz toxique, mais par l'effet d'éclats !) avaient exclu une partie considérable de la société du processus de travail. Des conflits entre les générations et entre les sexes éclatèrent : les femmes/les enfants refusèrent de redescendre dans l'échelle sociale du fait du retour des hommes du front ou des camps de prisonniers. L'expérience traumatisante et l'abrutissement pendant la guerre favorisaient la propension à la violence. En combinaison avec l'idéologisation de couches importantes par les répercussions de la propagande de guerre, ceci donnait un mélange explosif qui s'exprima dans la militarisation de la société dans des organisations paramilitaires. C'est ainsi que la phase du choc et du silence (1918/19) fut suivie par la domination du discours politique par les vétérans et les anciens combattants.

## **Séquelles du « vécu sur le front » de la Première Guerre mondiale sur le développement de l'Autriche dans l'entre-deux-guerres**

- Verena Moritz -

Après l'effondrement de l'Empire danubien, l'Autriche se trouva réduite à un petit Etat qui, compte tenu de sa dissociation du grand tissu économique de l'ancien Empire habsbourgeois, se considérait comme non viable. La République d'Autriche allemande, qui faisait dépendre son avenir d'un rattachement à l'Allemagne, se voyait principalement comme victime, ceci compte tenu des conditions de paix imposées par les puissances victorieuses, qui interdisaient entre autres une unification avec l'ancien allié. Les historien(ne)s entrevoient, par analogie avec les développements après la Deuxième Guerre mondiale, une « première thèse de la victime », qui contribua à ne considérer ce qui s'était produit que partiellement comme passé auquel on avait pris part volontairement. La perte du statut de « grande puissance », ressentie par beaucoup de façon traumatique, poussa à un degré non négligeable à chercher des responsables pour le déclassement en un « Etat nain » insignifiant. Ce réflexe empoisonna non seulement le climat de politique intérieure, mais marqua aussi la vision qu'on avait de l'« étranger » : Les Etats nationaux nouvellement créés ayant émané de l'ancien Empire habsbourgeois étaient assez fréquemment ressentis comme « traîtres », et on rendait finalement les puissances victorieuses responsables de la précarité de la situation économique. L'Autriche se transforma en outre pour ainsi dire en un « laboratoire » de la lutte des idéologies. La « guerre froide » qui fut alors menée se concentrait sur les « ennemis intérieurs », ceux qui – suivant le point de vue respectif – avaient causé la « défaite ». Mais la variante autrichienne du « coup de poignard dans le dos » ne fut pas seule à échauffer les esprits. Des clivages politico-idéologiques existant déjà, qui avaient atteint une dimension nouvelle avec la Révolution russe de 1917, s'accrochèrent de façon permanente après 1918. Ils relevaient aussi d'une « fatigue de la guerre » à motivation politique remontant à avant l'effondrement de l'Empire habsbourgeois, associée entre autres aux slogans de paix des Bolcheviks.

L'histoire autrichienne de l'entre-deux-guerres est marquée par l'irréconciliabilité entre les camps politiques, qui se montrèrent de plus en plus disposés à la violence. Les organisations paramilitaires constituées au début des années 1920, qui agissaient comme « bras armé » des forces politiques, sont le symptôme de ce développement. Mais la « militarisation » qu'on observe est-elle une conséquence directe de la Première Guerre mondiale ? Et qu'en est-il de la « brutalisation » souvent évoquée de la société dans son ensemble et de certains groupes en particulier ? Cette forme de radicalisation doit-elle être elle aussi conçue comme développement linéaire depuis la Première Guerre mondiale ? A la lumière de recherches récentes, les réponses à ces questions sont bien plus différenciées que par le passé et soulignent par exemple la nécessité de garder davantage à vue les différents milieux sociaux des anciens combattants. De ceci résulte une constatation qui accorde par exemple une importance plutôt faible aux répercussions à long terme du vécu sur le front pour des soldats émanant du milieu rural. Dans cette interprétation, l'expérience de guerre n'est pas une rupture radicale pour la génération du front. Il est toutefois douteux que cette affirmation permette effectivement de conclure au degré de participation de soldats à des associations organisées se vouant à la « préservation des traditions ». N'empêche

qu'on est frappé sous ces prémisses par le « refus de mémoire » qu'on observe de la part de nombreux soldats. Les cultures du souvenir et leurs conjonctures revêtent en outre dans ce contexte une très grande importance : La lassitude de la guerre allant parfois jusqu'au pacifisme et à la condamnation de la guerre qui caractérisèrent les premières années d'après-guerre fut suivie en Autriche à partir du début des années 1920 d'un « tournant conservateur », qui accordait aux anciens officiers impériaux et royaux une position hors de proportion dans l'interprétation du vécu de la guerre. Ceux-ci restaient focalisés sur la volonté de donner un sens à la guerre perdue, ce qui se prêtait en outre à des messages à forte charge politique et idéologique. Le fossé entre officiers et soldats, qui apparut crûment dès le lendemain de la guerre, s'atténua pour ainsi dire peu à peu. Mais les historien(ne)s ne jugent pas nécessairement l'acceptation, finalement aussi manifestée par de simples soldats, d'une apologie de la guerre, d'une « glorification » de « convictions patriotiques » et d'une accentuation exagérée de la camaraderie telle qu'elle était propagée par les anciens officiers impériaux et royaux, comme expression d'une adhésion sans réserve, mais comme affirmation du désir d'une forme de reconnaissance des « prestations » fournies et des « sacrifices » consentis pendant la guerre.

Il n'y a pas lieu, estiment aujourd'hui quelques chercheurs/euses, de tracer des lignes de continuité unilatérales à partir des effets et conséquences de la violence exercée et subie par les soldats. Nonobstant la différenciation qui semble ici nécessaire et qui doit notamment tenir compte des instrumentalisation respectives du « vécu sur le front » de la part des forces politiques, il n'en reste pas moins que les expériences de violence doivent en règle générale aussi être conçues comme ruptures dans une biographie même en-dehors de conflits armés. Une concentration de telles expériences peut fort bien être perçue comme facteur qui influence et marque des sociétés – tendances radicalisantes comprises. A ceci s'ajoute la rupture totale entre forces conservatrices et révolutionnaires, à laquelle il y avait déjà lieu de s'attendre pendant la guerre et comme conséquence des bouleversements en Russie, qui superposa à la guerre « conventionnelle » un conflit à bien plus large portée et qui donna de la sorte à l'exercice de la violence une nouvelle forme de légitimation. Il en est de même pour les besoins nationaux restés insatisfaits après 1919 par suite de tracés problématiques de frontières, qui menaçaient de leur côté de susciter des conflits militaires. C'est dans ce sens qu'il faut aussi reconnaître pour l'histoire de l'Autriche d'après 1918 la Première Guerre mondiale y compris ses potentiels de conflits visant la période qui la suivit comme élément puissant contrecarrant trop souvent un règlement pacifique d'antagonismes existants.

## **La Première Guerre mondiale dans la mémoire de l'Autriche et de l'Europe (centrale) – Traditions de mémoire dans la perspective (trans)nationale**

- Heidemarie Uhl -

La Première Guerre mondiale continue à être présente dans la mémoire européenne, comme « catastrophe originelle » et point de départ des failles du 20<sup>e</sup> siècle. L'importance des années de 1914 à 1918 varie toutefois selon la culture de mémoire nationale respective : Tandis que la « Grande Guerre » est solidement ancrée en France et en Grande Bretagne, elle joue un rôle peu important en Allemagne et en Autriche. La question de la place que la Première Guerre mondiale occupe dans le narratif historique des Etats d'Europe de l'Est et du Sud-Est semble être d'une importance secondaire dans les projets actuels de commémoration de cette guerre.

Sur cette base, il semble indiqué dans l'optique autrichienne d'aller au-delà de la perspective nationale concernant les années de 1914 à 1918 et de prendre des initiatives tournées vers l'avenir et renforçant l'intégration européenne. Une analyse réflexive transnationale du lieu de mémoire Première Guerre mondiale dans l'espace centroeuropéen devrait donc constituer un point fort.

### **I. Perspectives nationales**

La Première Guerre mondiale ne compte pas parmi les lieux de mémoire centraux de l'Autriche. A mesure que l'horizon de temps s'éloigne, les récits de la génération qui l'a vécue ont disparu du quotidien communicatif. Le narratif fondateur commence en 1945/1955, 1918 ne constitue qu'une toile de fond. « 1914-1918 » ne donne pas non plus – du moins dans l'optique actuelle – de point de départ solide pour des controverses. La Première Guerre mondiale est un événement historique qui n'est plus à négocier, nonobstant le fait que les conflits d'interprétation concernant le jugement porté sur les années de 1914–1918 sous la Première République et encore dans les premières décennies après 1945 ont fréquemment donné lieu à des débats de fond sur l'identité historique de l'Autriche. Il est frappant de constater que la discussion centrale pour la République fédérale d'Allemagne sur la question de la responsabilité pour la guerre (controverse Fritz Fischer) n'eut pratiquement pas de retentissement en Autriche.

Ce qui est présent dans l'espace public, ce sont les monuments aux morts, l'intérêt se concentre néanmoins davantage sur la Deuxième Guerre mondiale – en rapport avec la question sensible de l'attitude à l'égard de soldats morts de la Wehrmacht allemande. Contrairement à la Deuxième Guerre mondiale, la commémoration de 1914–1918 ne semble donner lieu à aucun conflit. Pourtant : L'interprétation de la Première Guerre mondiale et en rapport avec elle de l'Empire habsbourgeois et de l'année 1918 comme effondrement déploré ou renouveau démocratique et républicain applaudi s'est à maintes reprises avéré être un générateur de conflits entre les camps politiques sous la Première République. Des vestiges matériels et sémantiques de ces luttes d'interprétation persistent encore dans le paysage de mémoire actuel, tel le monument autrichien

aux héros de la Première guerre mondiale et de l'armée habsbourgeoise sur la Place des Héros, une des initiatives centrales de politique historique de la dictature de l'Etat corporatif.

Mémoire signifie qu'on peut donner à un événement un sens et une signification dans la perspective actuelle. Dans quelles thématiques la Première Guerre mondiale paraît-elle se prêter à un intérêt historique « vivant » ? Il convient d'une part de mentionner les nouvelles approches scientifiques, car elles représentent des intérêts cognitifs du présent – histoire de la violence, expériences du quotidien, rapports entre les sexes.

Le lieu de mémoire Première Guerre mondiale est encore pertinent aujourd'hui sous deux aspects :

1. Par la commémoration des morts de guerre sous la Première République et l'« invention » d'une nouvelle image du soldat qu'elle génère – le « simple » soldat devient désormais lui aussi un « héros ». La sémantique de la mort héroïque du soldat, qui s'est aussi largement prolongée sans faille après la Deuxième Guerre mondiale, se perpétue aujourd'hui encore dans la sémantique de la commémoration des morts de guerre et provoque souvent des critiques, surtout pour ce qui est des soldats de la Wehrmacht allemande.

2. La pertinence présente la plus forte émane toutefois probablement de « 1918 » – cette date est en effet le point de départ du caractère républicain et démocratique de l'Autriche actuelle, associée pour de nombreux pays voisins avec l'acte de fondation national. « 1918 » fut jusque bien avant dans la Deuxième République un thème conflictuel entre les camps politiques. 100 ans plus tard, la possibilité s'offre d'ouvrir de nouvelles perspectives au-delà de modèles d'interprétation politiquement chargés. La condition en est la reconstruction des débats et controverses concernant 1914–1918, précisément aussi dans la recherche historique.

## **II. Perspectives transnationales**

100 ans après le début de la guerre, on se souvient pour la première fois de la Première Guerre mondiale dans une Europe unie. Ce souvenir est lui aussi, ainsi qu'il apparaît dès à présent, marqué par des traditions historiques nationales, mais des initiatives de souvenir transnationales se développent aussi de plus en plus. De telles initiatives ont déjà une tradition en Europe occidentale : Les cérémonies commémoratives communes à Verdun sont devenues le symbole du processus de réconciliation franco-allemand.

Dans l'optique autrichienne, le centenaire de l'année 1914 peut donner une impulsion à une réflexion sur les différentes conceptions nationales de l'histoire dans l'Espace (centr)européen. Précisément en Europe centrale, dans les Etats successeurs de l'Empire habsbourgeois, la Première Guerre mondiale est interprétée de façons tout à fait différentes – comme défaite et histoire de perte d'une part, comme antécédents à la fondation de l'Etat et à la démocratisation d'autre part. Ces interprétations de l'histoire se limitent toutefois à l'espace de communication national respectif – on ne sait pratiquement rien sur le lieu de mémoire « Première Guerre mondiale » dans les autres Etats d'Europe centrale.

Cet état de choses est le point de départ d'une conférence du Ministère fédéral de l'Education, de l'Art et de la Culture (BM:UJK), qui s'adresse à des multiplicateurs dans le domaine de la didactique des disciplines (Universités, Ecoles supérieures pédagogiques, auteur(e)s de manuels d'histoire etc.). Cette analyse des différentes manières de considérer les années de 1914 à 1918

ne vise pas à développer un récit « commun » de l'histoire comme plus petit dénominateur commun, mais à mettre en rapport entre eux les narratifs respectifs et de développer un regard réflexif sur les cultures de mémoire nationales. Précisément ces différents points de vue nationaux, en partie contradictoires, relatifs à la Première Guerre mondiale, formeront un terrain favorable à une « expérience européenne », à savoir un comportement réflexif à l'égard de sa propre culture de mémoire et de celles des autres.

Cette thématique pourrait en outre inspirer des coopérations transnationales plus poussées : pour des projets dans lesquels on examinerait les interprétations respectives divergentes de la Première Guerre mondiale, dans le but d'une perspective réflexive transnationale qui engloberait le contexte paneuropéen. Le résultat pourrait de son côté être intégré dans l'enseignement scolaire (par exemple sous forme d'un manuel d'histoire commun).

## **Bibliographie**

**Manfried Rauchensteiner, professeur d'Université auxiliaire, ancien directeur du Musée d'histoire de l'armée, manfried.rauchensteiner@univie.ac.at**

Bibliographie :

Manfried Rauchensteiner : Der Erste Weltkrieg und das Ende der Habsurgermonarchie, Vienne-Cologne-Weimar 2013.

**Helmut Konrad, professeur d'Université, Doyen de la Faculté des lettres, Université de Graz helmut.konrad@uni-graz.at**

Bibliographie :

Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, Irina Renz : Enzyklopädie Erster Weltkrieg, Paderborn 2009.

**Anton Pelinka, professeur de sciences politiques et d'études sur le nationalisme à la Central European University, Budapest, pelinkaa@ceu.hu**

Bibliographie :

Niall Ferguson : The Pity of War. Explaining World War I, New York 1999.

Margaret Macmillan : Paris 1919. Six Months That Changed the World, New York 2003.

**Oliver Rathkolb, professeur d'histoire contemporaine, Université de Vienne, oliver.rathkolb@univie.ac.at**

Bibliographie :

Petra Ernst, Sabine A. Haring, Werner Suppanz (éditeurs) : Aggression und Katharsis. Der Erste Weltkrieg im Diskurs der Moderne (= Studien zur Moderne 20), Vienne 2004.

Wolfgang J. Mommsen, Elisabeth Müller-Luckner (éditeurs) : Kultur und Krieg: Die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg (= Schriften des Historischen Kollegs 34), Munich 1996.

**Christa Hämmerle, professeur d'Université auxiliaire, Institut d'histoire, Université de Vienne, christa.ehrmann-haemmerle@univie.ac.at**

Bibliographie :

Laurence Cole, Christa Hämmerle, Martin Scheutz (éditeurs) : Glanz – Gewalt – Gehorsam. Militär und Gesellschaft in der Habsburgermonarchie (1800 bis 1918), Essen 2011.

**Wolfgang Maderthaner, maître de conférences à l'Université, Directeur général des Archives d'Etat autrichiennes, wolfgang.maderthaner@oesta.gv.at**

Bibliographie :

Jozo Džambo (éditeur) : Musen an die Front! Schriftsteller und Künstler im Dienst der k. u. k. Kriegspropaganda 1914–1918, 2 volumes, Munich 2003.

Wolfgang Maderthaner/Alfred Pfoser : Die Enttäuschung des Krieges. Intellektuelle und kulturelle Transformation, in: Österreichische Akademie der Wissenschaften – Académie autrichienne des sciences (éditrice): Die Habsburgermonarchie 1848–1918, tome XI (en préparation).



**Helmut Konrad, professeur d'Université, doyen de la Faculté des lettres, Université Karl-Franz de Graz, [helmut.konrad@uni-graz.at](mailto:helmut.konrad@uni-graz.at)**

Bibliographie :

Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, Irina Renz : Enzyklopädie Erster Weltkrieg, Paderborn 2009.

**Verena Moritz, chargée de cours à l'Université de Vienne, [verena.moritz@univie.ac.at](mailto:verena.moritz@univie.ac.at)**

Bibliographie :

Hannes Leidinger/Verena Moritz : Der Erste Weltkrieg, Vienne-Cologne-Weimar 2011.

Oswald Überegger : Der Erste Weltkrieg, Österreich und die Tiroler Kriegserinnerung in der Zwischenkriegszeit, Innsbruck 2013.

**Christa Hämmerle, professeur d'Université auxiliaire d'histoire, Université de Vienne, [christa.ehrmann-haemmerle@univie.ac.at](mailto:christa.ehrmann-haemmerle@univie.ac.at)**

Gabriella Hauch, professeur d'Université, Institut d'histoire, Université de Vienne, [gabriella.hauch@univie.ac.at](mailto:gabriella.hauch@univie.ac.at)

Bibliographie :

Christa Hämmerle : Heimat/Front. Geschlechtergeschichte(n) des Ersten Weltkriegs in Österreich-Ungarn, Vienne-Cologne-Weimar 2013.

Maureen Healy : Vienna and the Fall of the Habsburg Empire. Total War and Everyday Life in World War I, Cambridge University Press 2004.

**Stefan Karner, professeur d'Université, Institut d'histoire économique, sociale et des entreprises, Université de Graz, [stefan.karner@uni-graz.at](mailto:stefan.karner@uni-graz.at)**

Bibliographie :

Wolfram Dornik, Bernhard Bachinger (éditeurs) : Jenseits des Schützengrabens. Der Erste Weltkrieg im Osten. Erfahrungen – Wahrnehmung – Kontext (= publications du Ludwig-Boltzmann-Institut für Kriegsfolgenforschung - Institut Ludwig Boltzmann de recherche sur les conséquences de la guerre, publié par Stefan Karner, tome spécial 14), Innsbruck-Graz 2013.

**Heidmarie Uhl, maître de conférences, Académie autrichienne des sciences, Vienne, [Heidmarie.Uhl@oeaw.ac.at](mailto:Heidmarie.Uhl@oeaw.ac.at)**

Bibliographie :

Fritz Fischer : Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/18, Dusseldorf 2000 (paru pour la première fois en 1961).

Konrad H. Jarusch : Der nationale Tabubruch. Wissenschaft, Öffentlichkeit und Politik in der Fischer-Kontroverse, in : Martin Sabrow, Ralph Jessen, Klaus Grosse Kracht (éditeurs) : Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Grosse Kontroversen seit 1945, Munich 2003, pp. 20–40.

## Annexe

### Chronique de La Première Guerre mondiale tenant particulièrement compte de l'Autriche-Hongrie

#### 1914

- 28 juin : Assassinat à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand, successeur au trône austro-hongrois, et de son épouse Sophie.
- 23 juillet : Note comminatoire de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.
- 25 juillet : Rupture des relations diplomatiques de l'Autriche-Hongrie avec la Serbie. Début de la mobilisation générale en Serbie.
- 28 juillet : Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.
- 29 juillet : Mobilisation partielle en Russie.
- 30 juillet : Début de la mobilisation générale en Russie.
- 31 juillet : Ultimatum allemand à la Russie.
- 1er août : Début de la mobilisation en France et dans l'Empire allemand. Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie.
- 3 août : Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Déclarations de neutralité de l'Italie et de la Roumanie.
- 4 août : Entrée des troupes allemandes en Belgique neutre. Déclaration de guerre de la Grande Bretagne à l'Empire allemand.
- 5 août : Déclaration de guerre du Monténégro à l'Autriche-Hongrie.
- 6 août : Déclaration de guerre de la Serbie à l'Empire allemand. Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Russie.
- 11 août : Déclaration de guerre de la France à l'Autriche-Hongrie.
12. août : Déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Autriche-Hongrie.
- 23 août : Début de la bataille de Krašnik (jusqu'au 25 août). Premier succès des troupes impériales et royales.  
Déclaration de guerre du Japon à l'Empire allemand et début du siège de Tsingtao (prise le 7 novembre 1914).
- 26 août : Début de la bataille de Komaróv (jusqu'au 1er septembre). Victoire des troupes impériales et royales.
- 27 août : Déclaration de guerre du Japon à l'Autriche-Hongrie.
- 2 septembre : Prise de Lemberg/Lviv par des troupes russes.
- 8 septembre : Deuxième offensive d'unités austro-hongroises contre la Serbie du nord-ouest et de l'ouest.
- 22 octobre : Entrée en guerre de l'Empire ottoman du côté des Empires centraux.
- 16 novembre : Début de la troisième offensive austro-hongroise contre la Serbie.
- 1er décembre : La bataille près de Limanowa-Łapanów entraîne le repli de deux armées russes (jusqu'au 15 décembre).
- 2 décembre : Prise de Belgrade par les troupes impériales et royales.
- 3 décembre : Début de la contre-offensive serbe.
- 15 décembre : Retrait des dernières troupes austro-hongroises du territoire serbe.

## 1915

- 13 janvier : Remplacement du comte Leopold Berchtold par le comte Stephan Burián von Rajecz comme Ministre impérial et royal des Affaires étrangères.
- 23 janvier : Bataille d'hiver dans les Carpates (jusqu'à fin mars). Lourdes pertes de l'armée austro-hongroise.
- 6 février : Alliance défensive entre la Roumanie et l'Italie.
- 22 mars : Capitulation de la place forte austro-hongroise de Przemyśl.
- 22 avril : Première utilisation de gaz de chlore par les troupes allemandes dans la région d'Ypres.
- 25 avril : Début des débarquements alliés dans la région des Dardanelles (presqu'île de Gallipoli).
- 26 avril : Traité de Londres entre l'Italie et l'Entente.
- 2 mai : Début de la bataille de percée de Tarnów-Gorlice.
- 4 mai : Dénonciation du traité de la Triple Alliance par l'Italie.
- 7 mai : Un sous-marin allemand coule le paquebot britannique « Lusitania ».
- 23 mai : Déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie.
- 3 juin : Reprise de Przemyśl par des troupes allemandes et austro-hongroises.
- 22 juin : Des troupes allemandes et austro-hongroises libèrent de nouveau Lemberg/Lviv.
- 23 juin : Début de la première bataille de l'Isonzo (jusqu'au 7 juillet).
- 17 juillet : Début de la deuxième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 10 août).
- 26 août : Début de l'offensive « noire-jaune » contre la Russie.
- 6 septembre : Conclusion d'une convention militaire entre l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie.
- 6 octobre : Offensive d'unités allemandes et austro-hongroises contre la Serbie. Constatation du Conseil des ministres commun à Vienne que la structure nationale et l'organisation étatique de l'Autriche-Hongrie ne supporteraient pas d'agrandissements territoriaux.
- 8 octobre : Prise de Belgrade.
- 14 octobre : Déclaration de guerre de la Bulgarie à la Serbie.
- 18 octobre : Début de la troisième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 5 novembre).
- 10 novembre : Début de la quatrième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 11 décembre).
- 25 novembre : Défaite de l'armée serbe sur le champ des Merles (Kosovo polje). Retraite des Serbes par le Monténégro en Albanie (jusqu'au 26 février).
- Décembre : Initiatives de paix du groupe dit de Meinel.

**1916**

- 4 janvier : Offensive austro-hongroise contre le Monténégro.
- 8 janvier : Evacuation de la péninsule de Gallipoli par les Alliés.
- 11 janvier : Prise du massif du Lovćen (Monténégro) par des troupes austro-hongroises.
- 23 janvier : Capitulation inconditionnelle du Monténégro. Début de l'entrée de troupes impériales et royales en Albanie.
- 21 février : Début de la bataille de la place forte de Verdun dans le nord de la France.
- 29 février : L'occupation du nord de l'Albanie par des unités de l'armée impériale et royale est achevée.
- 11 mars : Début de la cinquième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 16 mars).
- 16 mars : Lourds combats dans la région d'Adamello, dynamitage du Col di Lana.
- 15 mai : Début de l'offensive austro-hongroise au Tyrol du Sud (« expédition pénitentiaire »).
- 31 mai : Bataille navale du Skagerrak.
- 4 juin : Début de l'offensive d'été russe (offensive de Broussilov). Jusqu'au 31 août lourdes pertes de l'armée impériale et royale.
- 6 au 22 juin : Blocus de la Grèce par l'Entente ; le 21 juin démobilisation de l'armée grecque.
- 16 juin : Fin de la bataille du Tyrol du Sud.
- 29 juin : Première utilisation de gaz de combat par les troupes austro-hongroises dans la région de Görz/Gorizia.
- 4 août : Début de la sixième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 17 août). Görz/Gorizia pris par des troupes italiennes.
- 23 août : Déclaration de guerre de l'Italie à l'Empire allemand.
- 27 août : Déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie. Début d'une offensive roumaine contre la Transylvanie.
- 28 août : Déclaration de guerre de l'Empire allemand à la Roumanie.
- Septembre : Graves problèmes d'approvisionnement dans la moitié autrichienne de l'Empire.
- 1er septembre : Déclaration de guerre de la Bulgarie à la Roumanie.
- 14 septembre : Début de la septième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 17 septembre).
- 22 septembre : Début de la contre-offensive de troupes austro-hongroises en Transylvanie.
- 9 octobre : Début de la huitième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 12 octobre).
- 21 octobre : Friedrich Adler assassine le comte Karl Stürgkh, Président du Conseil. Ernest von Koerber lui succède.
- 31 octobre : Début de la neuvième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 4 novembre).
- 5 novembre : Proclamation d'un Royaume autonome de Pologne par l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie.
- 21 novembre : Décès de l'empereur François-Joseph 1er. L'empereur Charles 1er lui succède.
- 6 décembre : Prise de Bucarest par les troupes des Empires centraux.
- 12 décembre : Proposition de paix des Empires centraux aux Alliés (rejetée le 30 décembre).
- 18 décembre : Appel vain à la paix du président américain Woodrow Wilson.
- 20 décembre : Le comte Ottokar Czernin nouveau Ministre impérial et royal des Affaires étrangères.

## 1917

Janvier à mai :	Offres de paix confidentielles de l'empereur Charles aux Alliés par l'intermédiaire du prince Sixte de Bourbon-Parme (cf. 12 avril 1918). L'Italie refuse des négociations sur une paix séparée.
12 janvier :	Conseil de la Couronne sous la présidence de l'empereur Charles : Intégrité de la Monarchie, larges possibilités d'existence pour la Serbie, rapprochement à la Russie ; statu quo dans la question polonaise.
1er février :	Début de la guerre sous-marine à outrance.
27 février :	Le général d'infanterie Arz von Straussenburg succède au général Conrad von Hötzendorf comme chef de l'état-major.  Formation d'un conseil d'alimentation commun des deux moitiés de l'Empire directement subordonné à l'Empereur.
12 mars :	Début de la révolution (bourgeoise) en Russie.
15 mars :	Abdication du tsar Nikolai II de Russie.
6 avril :	Déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Empire allemand.
19 au 21 avril :	Conférence anglo-franco-italienne à Saint-Jean-de-Maurienne. Une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie est rejetée.
23 avril :	Entretien sur les objectifs de guerre à Bad Kreuznach entre l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie.
12 mai :	Dixième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 5 juin).
15 mai :	Combat naval dans le canal d'Otrante.
30 mai :	Reconvocation du Conseil de l'Empire autrichien.
10 juin :	Offensive italienne dans la région des Sept communes (bataille du Mont Ortigara ; jusqu'au 29 juin).
15 juin :	Le comte Moritz Esterházy succède au comte Tisza comme Président du Conseil hongrois.
27 juin :	La Grèce adhère à la Triple-Entente.
29 juin :	Offensive de l'armée russe en Biélorussie (offensive Kerenski).
2 juillet :	Déclaration de guerre de la Grèce à l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Empire ottoman.  L'empereur Charles accorde une amnistie pour délits politiques. Engagement d'une brigade tchèque près de Zborov dans le cadre de l'offensive Kerenski.
16 au 18 juillet :	Un soulèvement bolchévique à Saint-Pétersbourg échoue.
20 juillet :	Traité de Corfou entre Serbes et Croates sur l'établissement d'un Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.
18 août :	Début de la onzième bataille de l'Isonzo (jusqu'au 13 septembre).
24 octobre :	Début de la douzième bataille de l'Isonzo. Des troupes allemandes et austro-hongroises réalisent une percée près de Flitsch/Plezzo et de Tolmein/Tolmino. Comme conséquence avancée jusqu'au Piave.
7 novembre :	Début de la révolution bolchévique en Russie.
20 au 29 novembre :	Grande attaque alliée près de Cambrai avec des « tanks ».
3 décembre :	Début de négociations d'armistice entre les Empires centraux et la Russie (armistice le 15 décembre. Début de négociations de paix le 22 décembre).
7 décembre :	Déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Autriche-Hongrie.  Armistice entre les Empires centraux et la Roumanie à Focșani.

## 1918

- 3 au 25 janvier : Mouvement de grève en Autriche-Hongrie. Peu à peu, plus de 700.000 travailleurs sont en grève.
- 6 janvier : « Déclaration de l'Epiphanie » des députés tchèques au Conseil de l'Empire autrichien.
- 8 janvier : Message de paix du président américain Wilson (« 14 points »).
- 1er février : Révolte des marins dans le port de guerre impérial et royal de Cattaro. Après son écrasement, quatre condamnés à mort sont exécutés.
- 9 février : Traité de paix des Empires centraux avec la République populaire d'Ukraine.
- 28 février : Des troupes impériales et royales participent à l'invasion de l'Ukraine.
- Fin février : L'empereur Charles veut reconnaître les 14 points de Wilson avec certaines restrictions.
- 3 mars : Traité de paix de Brest-Litovsk entre les Empires centraux et la Russie.
- 14 mars : Occupation d'Odessa par des unités des Empires centraux.
- 21 mars : Offensive de printemps allemande en Belgique et en France (jusqu'au 17 juillet).
- 1er avril : Mise en service de la première liaison postale aérienne du monde Vienne–Olmütz/Olomuc–Cracovie–Lemberg/Lviv–Kiev.
- 8 avril : Congrès des peuples opprimés (d'Autriche-Hongrie) à Rome (jusqu'au 11 avril).
- 12 avril : Le président du Conseil français Clemenceau publie la « lettre à Sixte » (la première de deux). L'empereur Charles dément l'avoir écrite. Le ministre des Affaires étrangères Czernin démissionne.
- 25 avril : Mutineries de rapatriés en Bohême, Moravie et Galicie (jusqu'au 5 juillet).
- 7 mai : Conclusion du Traité de paix de Bucarest entre les Empires centraux et la Roumanie.
- 12 mai : L'empereur Charles à Spa : Accord sur une alliance politique, militaire et économique étroite avec l'Empire allemand.
- Mutineries à Judenburg, Murau, Fünfkirchen/Pécs, Rumburg et Radkersburg (jusqu'au 24 mai).
- 30 mai : Traité de Pittsburgh (Etats-Unis) entre le leader des émigrés tchèques T. G. Masaryk et des leaders des Slovaques en Amérique.
- 10 juin : Le gros navire de guerre impérial et royal « Szent István » est coulé devant l'île de Premuda.
- 15 juin : Début de l'offensive du Piave. La dernière offensive de l'armée impériale et royale échoue en quelques jours.
- 6 juillet : Début de l'offensive alliée en Albanie.
- 17 juillet : Le tsar Nikolai II est fusillé avec sa famille par des bolchéviques.
- 8 août : Bataille d'Amiens (jusqu'au 11 août). Début de l'effondrement du front allemand en France.
- 9 août : Reconnaissance de la Tchécoslovaquie comme nation belligérante par la Grande-Bretagne.
- 14 septembre : Note de paix de l'empereur Charles « A tous ».
- 15 septembre : Offensive alliée sur le front macédonien (jusqu'au 29 octobre).
- 18 septembre : Début de l'offensive alliée en Palestine.
- 26 septembre : Masaryk proclame à Paris un Etat tchécoslovaque autonome.
- 29 septembre : Armistice entre la Bulgarie et les Alliés.
- Le maréchal Hindenburg exige du gouvernement de l'Empire allemand des démarches pour la conclusion d'un armistice.
- 1er octobre : Début de l'évacuation de l'Albanie par les troupes austro-hongroises.

- 3 octobre : Début de l'évacuation de la Serbie par les troupes allemandes et austro-hongroises.  
Note de paix de l'Autriche-Hongrie au président américain Wilson.
- 6 octobre : Constitution d'un Conseil national des Slovènes, Croates et Serbes à Zagreb.
- 14 octobre : Constitution d'un gouvernement tchécoslovaque à Paris.
- 16 octobre : Manifeste aux peuples de l'empereur Charles.
- 18 octobre : Wilson rejette la note de paix austro-hongroise.
- 21 octobre : Constitution d'une Assemblée nationale provisoire de l'Autriche allemande.
- 23 au 26 octobre : Visite du couple impérial Charles et Zita à Debrecen. Le Conseil de l'Empire hongrois décide de constituer un Conseil national.
- 24 octobre : Début de l'offensive alliée sur le Piave.  
Démission de Burián. Le comte Gyulá Andrássy fils devient dernier Ministre impérial et royal des Affaires étrangères.
- 27 octobre : Formation du dernier gouvernement impérial autrichien sous Heinrich Lammasch.
- 28 octobre : Proclamation d'un Etat tchécoslovaque indépendant à Prague.  
Rattachement des territoires polonais d'Autriche-Hongrie à l'Etat polonais.
- 30 octobre : Institution d'un Conseil d'Etat provisoire et d'un gouvernement d'Autriche allemande.
- 31 octobre : Cession d'une grande partie de la marine de guerre impériale et royale à l'Etat slave du Sud.  
Assassinat du comte István Tisza, ancien Président du Conseil hongrois.
- 1er novembre : « Viribus Unitis », (ancien) navire amiral impérial et royal, est coulé par des mines à contact italiennes.  
Formation d'un gouvernement hongrois autonome sous le comte Mihály Károlyi. Les Serbes occupent Belgrade.
- 2 novembre : Démission du comte Andrássy, dernier Ministre austro-hongrois des Affaires étrangères.
- 3 novembre : Conclusion de l'armistice entre l'Autriche-Hongrie et les Alliés à la Villa Giusti (entré en vigueur le 4 novembre).

## **Mentions légales**

Éditeur                   Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales  
Minoritenplatz 8  
1014 Vienne, Autriche  
eMail: post(at)bmeia.gv.at  
<http://www.bmeia.gv.at>

ISBN                      978-3-9503655-3-5


Ce document de base a été initié en collaboration avec la Chancellerie fédérale, le Ministère fédéral de l'Intérieur, le Ministère fédéral de la Défense nationale et du Sport, le Ministère fédéral de l'Education, de l'Art et de la Culture et le Ministère fédéral des Sciences et de la Recherche.

Comité de rédaction    Helmut Konrad, Verena Moritz, Manfred Rauchensteiner  
Auteurs                   Christa Hämmerle, Gabriella Hauch, Stefan Kerner, Helmut Konrad, Wolfgang Maderthaler, Verena Moritz,  
Anton Pelinka, Oliver Rathkolb, Manfred Rauchensteiner, Heidemarie Uhl  
Traduction française    Annie Weich  
Mise en page            Barbara Zeidler  
Impression               BMI / Digital Print Center



**၂၀၂၄** CENTENAIRE

ISBN 978-3-9503655-3-5

Signaturwert	mbfBNBjZUQLcWZbIMTX90HboCzovUqaNEINW4Yr2ISp3BUX88hIbnMrngcjENhZ/RAbMeE7HkwvrjXMpvTUBxhqsMIHfCdLQZhiFbYJiCqC+jZC7zZoZfj2GYNKQ6KZAV/X3q5dR2zdWG/Q22MQMXhoabvr89gyoac/wT0gK4=	
	Unterzeichner	serialNumber=168715678160,CN=BMeiA,O=BM f. europaeische u. internationale Angelegenheiten, C=AT
	Datum/Zeit-UTC	2013-12-02T09:12:36+01:00
	Aussteller-Zertifikat	CN=a-sign-corporate-light-02,OU=a-sign-corporate-light-02,O=A-Trust Ges. f. Sicherheitssysteme im elektr. Datenverkehr GmbH,C=AT
	Serien-Nr.	538697
	Methode	urn:pdfsigfilter:bka.gv.at:binaer:v1.1.0
	Parameter	etsi-bka-moa-1.0
	Hinweis	Dieses Dokument wurde amtssigniert.
Prüfinformation	Informationen zur Prüfung der elektronischen Signatur finden Sie unter: <a href="http://www.signaturpruefung.gv.at">http://www.signaturpruefung.gv.at</a> Informationen zur Prüfung des Ausdrucks finden Sie unter: <a href="http://www.bmeia.gv.at/verifizierung">http://www.bmeia.gv.at/verifizierung</a>	